



Agreste LORRAINE

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt



MARS 2013

En partenariat avec



RAPPORT D'ETUDE

SUR

LES ESPACES

RURAUX

EN

LORRAINE



Complément à Economie Lorraine n°306 : Le rural lorrain plus dynamique autour des villes

Espaces ruraux en Lorraine

Philippe DEBARD,
Insee Lorraine

Stéphane VIADER,
Draaf Lorraine

Le renouveau démographique récent des espaces ruraux lorrains est porté avant tout par les espaces périurbains proches des agglomérations de Nancy et Metz et de la bande frontalière avec le Luxembourg. Il illustre le modèle de développement actuel des territoires et l'interdépendance accrue entre villes et campagnes.

La mise en place de cette économie résidentielle basée sur un fort développement des déplacements quotidiens domicile-travail vers les villes-centres, principalement en voiture, reste liée au développement futur du pôle métropolitain du Sillon lorrain et doit être intégrée dans la mise en place des Scot, pour prendre en compte les conséquences en matière d'urbanisme et d'organisation des transports, afin de se prémunir au mieux d'une hausse redoutée du prix des carburants.

Dans les espaces ruraux proches des autres pôles d'emploi, la réduction des emplois industriels, aggravée depuis 2008, met en évidence le déficit de diversification économique et d'attractivité de ces territoires.

Dans les espaces ruraux isolés, l'agriculture participe pleinement à la structuration de l'espace et conserve un rôle économique de premier plan, mais les revenus dépendant majoritairement des transferts sociaux, leur diminution pourrait peser sur l'équilibre territorial régional, au détriment d'une population déjà fragilisée.

Le renouveau démographique des espaces ruraux observé en Lorraine depuis le début des années 2000, dix ans après l'apparition du phénomène en France, marque une rupture de tendance après des années d'exode et de dépeuplement. Entre 1999 et 2009, la Lorraine rurale a ainsi gagné 47 000 habitants et contraste avec la Lorraine urbaine qui dans le même temps en a perdu 7 000.

Pour autant, le développement des territoires ruraux reste étroitement lié à leur capacité à créer des richesses à partir de leur base productive, ou à capter des revenus extérieurs issus du travail en ville, du tourisme, des pensions, retraites et prestations sociales, voire des dotations de l'État.

De fait, les évolutions récentes profitent surtout aux espaces ruraux proches des grands pôles d'emploi urbains ou frontaliers du Luxembourg, alors que le rural isolé, situé principalement sur les franges occidentales de la région, reste à l'écart du mouvement.

Plongée dans un rural lorrain qui bouge, entre recompositions et mutations actuelles, mais aussi interrogations voire inquiétudes futures, surgies des crises économique et financière récentes.

1) L'avènement de l'Homoperiurbanus

L'espace rural lorrain (*) est composé de 1 948 communes qui couvrent 18 800 km² et rassemblent 650 000 habitants en 2009 (soit 83% des communes, 80% du territoire et 28% de la population de la région).

Son étude nécessite de distinguer les espaces ruraux placés sous influence des villes, de ceux qui en sont plus ou moins éloignés.

Cinq catégories d'espaces ruraux ont été retenues : le rural périurbain de Nancy et de Metz, le rural périurbain des autres grands pôles d'emploi, le rural périurbain des petits pôles d'emploi, le rural frontalier de l'Allemagne, de la Belgique et du Luxembourg, et le rural isolé.

(*) voir définition dans l'encadré ci-dessous

1 948 communes rurales

Pour définir le milieu urbain, l'Insee retient la continuité du bâti sans rupture de plus de 200 mètres, et un seuil minimal de 2 000 habitants. Les 391 communes lorraines qui répondent à ces critères sont dites urbaines, les 1 948 autres sont dites rurales.

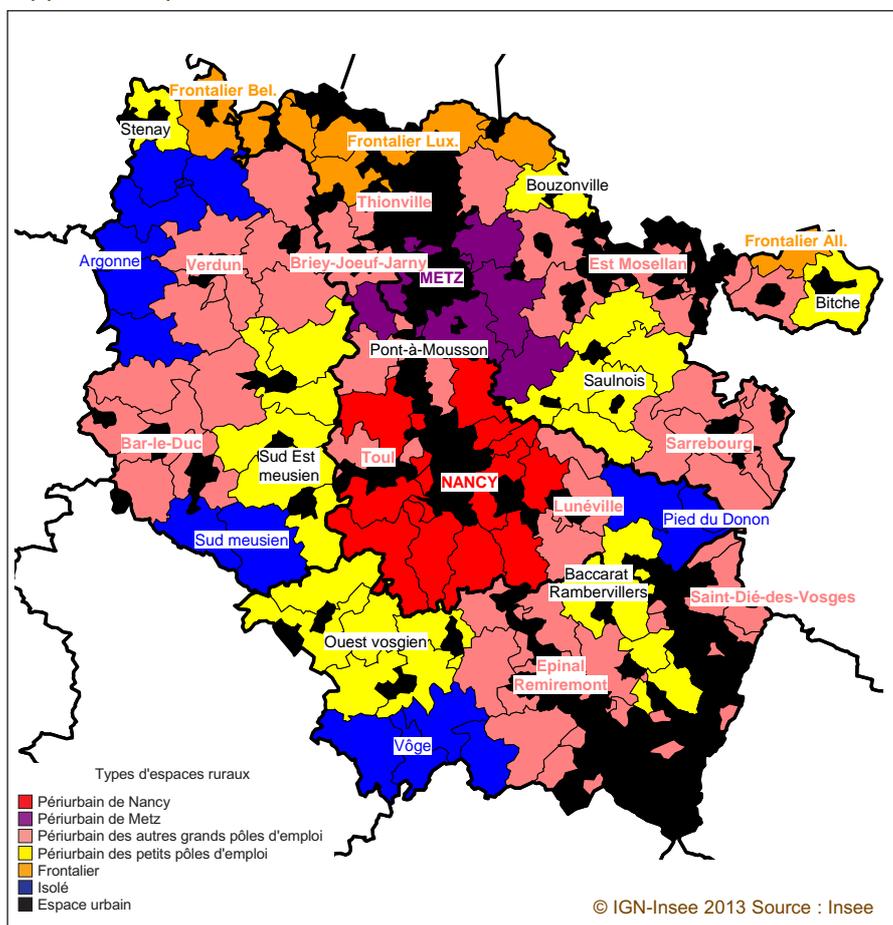
En Lorraine, l'espace rural ainsi défini couvre 18 800 km² (soit 80% du territoire) et rassemble 650 000 habitants en 2009 (soit 28% de la population régionale), ce qui proportionnellement correspond aux valeurs moyennes en France métropolitaine (*).

Comparée aux autres régions de métropole (*), la Lorraine est la 12^{ème} région pour la part d'espace rural, proche de la Haute-Normandie (79%), mais loin du Limousin et de la Bourgogne (91%). Elle se classe au 15^{ème} rang pour la part de population rurale, proche de l'Aquitaine (27%), mais loin de Poitou-Charentes (46%).

(*) hors Île-de-France

Du rural périurbain au rural isolé

Types d'espaces ruraux en Lorraine en 2010



Rural périurbain de Nancy et Metz:

dynamisme démographique...

Avec 139 000 habitants en 2009, les espaces ruraux qui s'étendent jusqu'à 30 kilomètres autour de Nancy et 20 kilomètres autour de Metz sont parmi les grands gagnants de l'évolution démographique de la dernière décennie en Lorraine. En dix ans, ils ont capté 29% de la croissance démographique du rural lorrain et leur population a progressé de 11%, après avoir déjà enregistré une hausse de 6% entre 1990 et 1999.

Leur croissance est alimentée pour un tiers par excédent naturel (excédent des naissances sur les décès), grâce notamment à un nombre de naissances qui ne fléchit pas ces dernières années, contrairement à ce qui est observé en particulier dans les espaces urbains de la région, et

pour les deux autres tiers par apport migratoire (excédent des arrivées sur les départs).

Ensemble, ils accueillent en moyenne 5 000 nouveaux arrivants chaque année, ce qui explique que 20% de leur population (*) n'y résidait pas cinq ans auparavant. Le profil-type du nouvel arrivant y est celui d'un jeune couple, actif et plus souvent encore bi-actif, âgé de 26 à 40 ans, avec enfant(s), en provenance de Nancy, de Metz ou de leur banlieue immédiate. Dans le même temps, ils enregistrent toutefois les départs annuels de 1 000 jeunes de 15 à 24 ans, en direction principalement de Nancy et Metz où ceux-ci poursuivent leurs études.

Ce desserrement de la ville, connu sous le terme de périurbanisation, profite aux bourgs et villages proches, notamment aux abords des grands axes routiers performants.

(*) population de 5 ans et plus

Il s'accompagne d'un foisonnement de constructions neuves, 650 en moyenne entre 1999 et 2008, avec un record à 930 en 2006, constitué à plus de 80% de maisons individuelles. Ce rythme s'est ralenti brusquement en 2009 où le nombre de mises en chantier a chuté à 470, mais il a repris en 2010 et 2011 avec près de 800 nouvelles constructions chaque année.

...et bénéfiques tirés de l'économie résidentielle

Sur le plan de l'emploi, le rural périurbain de Nancy et de Metz illustre les nouveaux rapports entre les villes et leurs campagnes proches, et les bénéfiques démographiques, mais aussi économiques que celles-ci en ont tiré ces dernières années, même si cela peut se faire au détriment de leur environnement.

Pour leurs habitants, le territoire du quotidien s'est en effet progressivement transformé, en s'élargissant, dissociant chaque jour davantage lieu de résidence et lieu de travail. Entre 1999 et 2009, le nombre d'actifs résidant dans le rural périurbain de Nancy et de Metz est ainsi passé de 57 000 à près de 69 000, alors que le nombre d'emplois offerts sur place ne progressait que de 24 000 à 28 000, et que le chômage restait stable et le plus bas de la région à 6,3% (*).

L'apparent déséquilibre de cette équation est résolu par le développement continu des déplacements domicile-travail : en 2009, moins de 9 000 actifs occupés (soit seulement 14%) exercent leur activité dans leur commune de résidence, mais 32 000 (soit 50%) se rendent chaque jour dans les agglomérations de Nancy ou de Metz, dont les aires de recrutement se sont étendues.

Les déplacements vers le lieu de travail, distant en moyenne de 16 kilomètres, se font à 87% en voiture, dont l'usage ne cesse de s'accroître d'autant qu'il concerne également l'accès au lieu d'études, d'achats ou de loisirs. On assiste donc ici à la mise en place d'une dépendance à l'automobile dans nombre de situations, ce qui explique que seulement 7% des ménages n'ont pas de voiture ou que 54% d'entre eux en ont deux ou plus (soit les parts les plus faibles et les plus fortes de la région).

Mais cette situation permet aussi aux ménages du rural périurbain de Nancy et Metz d'afficher en 2010 les revenus parmi les plus élevés de la région (avec ceux des frontaliers du Luxembourg) : respectivement 19 900 et 21 700 euros par an et par unité de consommation (UC) (**), soit

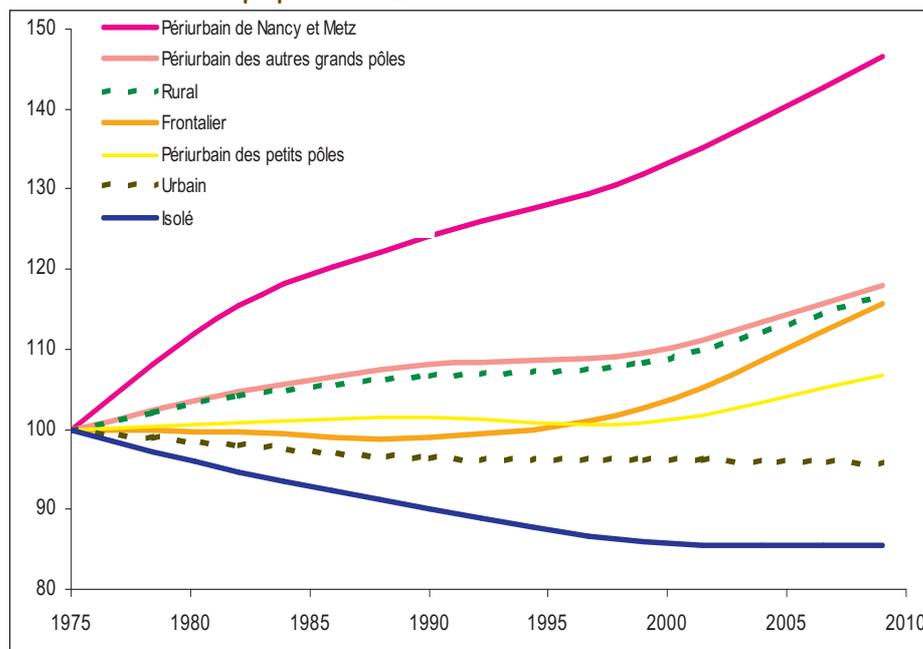
1 300 euros et 3 100 euros de plus que la moyenne du rural, et 2 200 euros et 4 000 euros de plus que l'urbain. C'est également ici que l'on trouve les ménages parmi les plus aisés, notamment dans le périurbain autour de Metz où les 10% des ménages les plus riches déclarent 38 600 euros de revenus par an et par UC.

(*) taux de chômage parmi les 20-59 ans en 2009 au sens du recensement de la population

(**) système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage, pour permettre de comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différentes. Les coefficients actuellement retenus sont : 1 UC pour le premier adulte du ménage ; 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

Croissance démographique tirée par le périurbain de Nancy et Metz

Évolution de la population, base 100 en 1975



Source : Insee, recensements de la population 1975 à 2009

Rural périurbain des autres grands pôles :

recherche d'intégration à l'espace métropolitain...

Un second espace rural périurbain rassemble 275 000 habitants. Il est constitué d'un peu plus de 700 communes situées autour d'autres grands pôles comptant au moins 10 000 emplois chacun : Briey-Joeuf-Jarny, Lunéville, Pont-à-Mousson et Toul (54) ; Bar-le-Duc et Verdun (55) ; Forbach, Sarrebourg, Sarreguemines et Thionville (57) ; Épinal, Remiremont et Saint-Dié-des-Vosges (88).

On y observe le même phénomène de périurbanisation qu'autour de Nancy et Metz, mais plus récent et moins intense, sauf dans deux secteurs devenus très attractifs, les environs de Briey-Joeuf-Jarny, et ceux assez urbanisés de Thionville où la densité dépasse 100 habi-

tants par km². Dans ces deux secteurs, le solde migratoire, redevenu positif après avoir flirté avec le zéro dans les années 1990, constitue aujourd'hui le principal moteur d'une croissance démographique retrouvée. Ils illustrent un élément fondamental qui fait qu'aujourd'hui un espace rural lorrain se développe ou non : la proximité d'un grand pôle d'emploi et l'intégration de celui-ci à l'espace métropolitain (Sillon mosellan et Luxembourg).

Le rural périurbain autour de Bar-le-Duc, éloigné du Sillon lorrain et du Grand-Duché, témoigne lui de l'effet inverse. Le solde migratoire y demeure négatif, comme c'est le cas depuis 20 ans, et en l'absence d'arrivées marquées de jeunes, la population vieillit lentement mais sûrement. L'âge moyen y a progressé de 2,4 ans en dix ans, contre seulement 1,5 dans l'ensemble du rural. Et si les 65 ans et plus ne représentent encore que 16% de la population, comme ailleurs en moyenne dans le rural, la sur-représentation des 50-64 ans (23% contre 20%) laisse présager d'un vieillissement à venir plus fort.

L'observation de l'évolution de la population active aboutit aux mêmes conclusions : hausse de 25% en dix ans autour de Thionville et de 34% autour de Briey-Joeuf-Jarny, mais de seulement 5% autour de Bar-le-Duc (pour 15% en moyenne dans le rural).

...mais recul de l'emploi industriel

La dynamique du tissu économique local intervient également comme facteur explicatif du développement. Elle repose en partie sur de grands établissements employeurs (*), privés ou publics, qui continuent de structurer le marché de l'emploi et de lui assurer certaines spécificités. Citons dans l'industrie : la SOVAB (automobile) à Batilly (54) ; PIERBURG PUMP TECHNOLOGY, KS KOLBENSCHMIDT et HYDAC (machines et équipements) à Basse-Ham et Folking (57) ; les FROMAGERIES DE DIEUE-SUR-MEUSE et RAIVAL (55) ; ARCELOR MITTAL, MAGNA et VOIT (métallurgie) à Contrisson, Haironville (55) et Henrville (57) ; KUCHLY (travaux agricoles) à Hérange (57) ; OBER (parquets) à Longeville-en-Barrois (55) ; INTERPANE (verre à plat) à Seingbouse (57) ; HOLCIM (ciment) à Héming (57) ; ÉLYSEES COSMETIQUES (cosmétiques aérosols) à Folking (57) ; CEBAL (emballages plastiques) à Vandières (54) ; FOURNIER (mécanique industrielle) à Harol (88) ; SEMIN (colles et enduits) à Kédange-sur-Canner (57). Notons aussi dans la construction et le tertiaire : LINGENHELD et BERTHOLD (bâtiment et travaux publics) à Dabo (57) et Dieue-sur-Meuse

(55) ; OCP et EMC2 (commerce de gros de produits pharmaceutiques et de céréales) à Atton (54) et Bras-sur-Meuse (55) ; ARVATO (transport et entreposage) à Atton (54). Enfin, cette liste est complétée par les établissements de santé et d'action sociale à Abreschviller, Lorquin et Saint-Quirin (57), qui, avec CENTER PARCS ouvert en mai 2010, constituent des spécificités fortes du rural périurbain de Sarrebourg.

La présence de ces grands établissements, à vocation souvent industrielle, ainsi que celle de 2 500 artisans, expliquent par ailleurs l'importance des emplois ouvriers : 17 000 emplois en 2009, soit un peu plus d'un sur trois. Cette proportion atteint même 39% autour de Pont-à-Mousson où elle n'était que de 32% dix ans plus tôt, et du fait de la SOVAB, elle culmine à 46% autour de Briey-Joeuf-Jarny.

Toutefois, malgré ces grands établissements souvent emblématiques, l'évolution de l'emploi local n'est guère porteuse pour le rural périurbain des autres grands pôles. En dix ans, on ne compte que 800 postes supplémentaires sur près de 50 000. La dernière décennie a notamment été marquée par la disparition de 2 200 emplois industriels (soit -16%), correspondant à la moitié des pertes d'emplois industriels du rural. Une situation que les 500 nouveaux postes dans la construction et les 3 600 dans le tertiaire peinent à compenser.

De fait, si le taux de chômage est resté contenu autour de Toul, Pont-à-Mousson et Thionville (moins de 7% de la population active), il est demeuré élevé autour

de Saint-Dié-des-Vosges (11,7%, soit 3 points et demi au-dessus du niveau observé en moyenne dans le rural).

Les actifs résidant près de Briey-Joeuf-Jarny, et plus encore près de Thionville, ont notamment pu bénéficier ces dernières années du fort développement d'un nouveau marché du travail : celui du Luxembourg, où 13% et 26% se rendent chaque jour (contre 6% et 15% dix ans auparavant). D'autres font de même en allant travailler en Allemagne, notamment lorsqu'ils résident près de Forbach et Sarreguemines, mais leur part diminue (12% en 2009, contre 16% en 1999).

Le travail frontalier, même en baisse en Allemagne, reste toutefois une formidable opportunité dont ne peuvent bénéficier ni les actifs résidant près de Bar-le-Duc, où le voisin immédiat Saint-Dizier (52) est en difficulté, ni ceux qui habitent près de Saint-Dié-des-Vosges. En 2010 dans ce dernier bassin d'emploi, 1 250 personnes vivent sous le seuil de bas revenu (**), soit 15% des personnes de moins de 65 ans, contre 10% en moyenne dans le rural, et 7% seulement dans le rural périurbain de Thionville. Et fin 2011, parmi les 770 demandeurs d'emploi enregistrés (***), 46% sont au chômage depuis plus d'un an, contre 40% en moyenne dans le rural, et 37% dans le rural périurbain de Thionville.

(*) établissements de plus de 100 salariés en 2009

(**) 956 euros par mois et par unité de consommation

(***) demandeurs d'emploi en fin de mois, catégories A,B,C

Recul général de l'emploi agricole et surtout industriel

	Emploi au lieu de travail en 2009					Évolution 1999-2009 (%)				
	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire	Total	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire	Total
Urbain	4 500	119 900	46 900	566 900	738 200	-18	-20	23	13	6
Rural	14 450	27 450	12 900	72 500	127 300	-15	-14	11	20	5
dont :										
Périurbain de Nancy et Metz	2 350	3 250	2 900	19 450	27 950	-12	-16	15	28	15
Périurbain des autres grands pôles	5 400	11 500	5 600	27 150	49 650	-16	-16	9	15	2
Périurbain des petits pôles	3 400	6 200	2 400	13 000	25 000	-16	-16	28	19	3
Frontalier	1 050	3 800	850	5 400	11 100	-10	-8	-3	26	6
Isolé	2 250	2 700	1 150	7 500	13 600	-13	-1	-6	13	3
Lorraine	18 950	147 350	59 800	639 400	865 500	-15	-19	20	14	6

Source : Insee, recensements de la population 1999 et 2009

Rural périurbain des petits pôles :

Le Sud-Est meusien mieux que l'Ouest vosgien...

Un troisième et dernier type d'espace rural périurbain est situé près des petits pôles d'emploi de la région et regroupe près de 470 communes et 122 000 habitants.

Il comprend notamment par ordre décroissant de population : l'Ouest vosgien, autour de Neufchâteau, Mirecourt, Contrexéville et Vittel ; le Sud-Est meusien, autour de Commercy et Saint-Mihiel ; les environs de Baccarat (54) et Rambervillers (88) ; le Saulnois (57) ; et enfin les communes rurales autour de Stenay (55), Bitche, Bouzonville et Morhange (57).

Le mouvement de périurbanisation entamé autour des grands pôles dans les années 1990, gagne aujourd'hui ces territoires un peu plus éloignés, mais pas tous. Il est notamment visible dans le Sud-Est meusien et près de Bouzonville, où la population a augmenté de 10% et 12% en dix ans, portée par un solde migratoire excédentaire. L'accroissement du coût du foncier et de l'immobilier aux abords de Nancy-Toul et Metz-Thionville-Briey pousse en effet des catégories de population plus modestes, désireuses d'un habitat individuel, à venir s'installer ici, quitte à provoquer un éloignement plus important du lieu de travail.

En revanche, ce mouvement ne se manifeste pas dans l'Ouest vosgien, où la population n'a crû dans le même laps de temps que de 3%, grâce à son solde naturel, mais où le solde migratoire est nul.

Cet écart de développement entre les deux secteurs les plus peuplés du rural périurbain des petits pôles, pourtant voisins géographiquement, peut se mesurer au travers de l'évolution de l'âge moyen de leur population entre 1999 et 2009, signe d'un vieillissement plus ou moins rapide : +0,7 an dans le Sud-Est meusien, mais +2,2 ans dans l'Ouest vosgien.

...mais le tertiaire tarde à prendre le relais

L'économie s'articule autour de trois grands types d'activité : l'agriculture, l'industrie avec une spécificité dans les industries agro-alimentaires, et les services à la population.

L'agriculture, activité traditionnelle de l'économie rurale, occupe 3 400 person-

nes, soit encore 14% des emplois. Une part qui atteint 19% dans le Saulnois et 28% autour de Stenay, où les terres agricoles couvrent de 70% à 75% des sols.

Cette sur-représentation explique en partie la présence en aval d'une filière agro-alimentaire, qui représente un tiers des 6 200 emplois industriels, avec notamment de grands établissements tels : L'UNION LAITIÈRE VITTELLOISE à Bulgnéville (88) ; MARCILLAT à Corcieux ; la COMPAGNIE DES FROMAGES et RICHESMONTS à Vigneulles-lès-Hattonchâtel (55) et Bénestroff (57) ; BONDUELLE (légumes) à Maizey (55) ; et ELIVIA (viande) à Domvallier (88).

Trois entreprises oeuvrant dans d'autres secteurs d'activité complètent la liste des grands établissements industriels : HUNTSMAN (produits d'entretien) à Hansur-Meuse (55) ; HYDRO LEDUC (mécanique) à Azerailles (54) ; et LA MENUISERIE GUY THIEBAUT (plastiques pour la construction) à Dommartin-sur-Vraie (88). Pour autant, le secteur industriel qui emploie encore 25% des actifs souffre. Il a perdu 1 200 postes (soit 16%) en dix ans.

Le développement du tertiaire qui a gagné 2 100 emplois (+19%) entre 1999 et 2009 a permis d'amortir le choc de la désindustrialisation. Les effectifs de la santé et action sociale ont ainsi augmenté de plus de 700 personnes (+50%). Mais le tertiaire ne représente encore que 52% des emplois, contre 57% en moyenne dans le rural lorrain.

De fait, le rural périurbain des petits pôles conserve un caractère ouvrier encore marqué : 38% des emplois comptabilisés sont des emplois d'ouvriers, avec un maximum de 42% dans l'Ouest vosgien, contre 33% en moyenne dans le rural lorrain. Et surtout, si cet espace a gagné 800 emplois en dix ans, cela reste insuffisant car dans le même temps sa population active a augmenté de 6 200 personnes. Quant au taux de chômage, il y reste élevé : 9,6% de la population active en 2009, avec une pointe à 11,1% dans les environs de Baccarat et Rambervillers.

Rural frontalier :

Le Luxembourg puissant aimant...

Sur ses limites nord, la Lorraine a la spécificité de posséder un espace rural frontalier avec trois pays, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg.

Longtemps tournés vers le marché du travail de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat, les regards des Lorrains se sont braqués depuis 1990, et plus encore depuis le début des années 2000, vers le Grand-Duché et son formidable développement économique.

Là est toute l'explication du renouveau démographique des quelque 130 communes et 62 000 habitants de ce secteur. En dix ans, la population y a crû de 7 000 personnes (soit +13%), essentiellement aux abords du Luxembourg. Le canton de Cattenom, premier concerné par sa position géographique aux portes du Grand-Duché, est ainsi celui qui a enregistré la plus forte croissance de ces dix dernières années en Lorraine, mais aussi une des premières dans tout le quart nord-est de la France. Quelques cantons franc-comtois (Montbenoit, Mouthe et Le Russey) rivalisent avec lui grâce à leur proximité immédiate avec un autre marché du travail frontalier, celui de la Suisse.

L'accroissement de population de ce rural frontalier lorrain entre 1999 et 2009 est dû pour les trois quarts à l'arrivée de 1 800 nouveaux habitants par an, essentiellement dans les secteurs proches du Luxembourg. Parmi eux, la moitié a entre 25 et 39 ans et un cinquième a moins de 15 ans. De fait, le renouvellement de la population s'accompagne également de son rajeunissement. Ainsi, l'âge moyen y est de 38,5 ans en 2009, soit le plus bas des espaces ruraux lorrains avec celui du rural périurbain de Nancy et Metz. En dix ans, il n'a augmenté que de 0,7 an, contre 1,5 an en moyenne dans l'ensemble du rural. Ces nouveaux arrivants présentent deux autres caractéristiques : 17% viennent de l'étranger (dont 650 du Luxembourg, 600 de Belgique et 300 d'Allemagne), et preuve que la dynamique luxembourgeoise agit comme un puissant aimant, 47% des actifs occupés qui ne résidaient pas dans cet espace cinq ans auparavant travaillent au Luxembourg, contre 30% parmi ceux qui y résident de plus longue date.

Cet afflux de population a eu un effet sur la construction neuve dont le nombre a avoisiné en moyenne les 500 logements par an sur la décennie 2000, soit 2,6 fois plus que sur la décennie précédente. Ce phénomène participe à élever le taux d'artificialisation des sols qui atteint 7% en 2008, soit autant que dans le rural périurbain de Nancy et Metz. Toutefois, les maisons individuelles y ont été proportionnellement moins nombreuses que dans l'ensemble du rural lorrain (70% contre 80%), au profit de plus de logements collectifs (30% contre 20%).

...assure emploi et revenus élevés

Au cours de la dernière décennie, la population active du rural frontalier lorrain a crû deux fois plus vite que sa population totale (+26% entre 1999 et 2009) et nettement plus que son emploi intérieur (+6%). De fait en 2009, le territoire compte 29 000 actifs pour seulement 11 000 emplois offerts, mais malgré cela le taux de chômage n'y est que de 7,6%.

L'agriculture est représentée par 887 exploitations agricoles dont la moyenne est de 82 hectares, soit la taille la plus faible de l'ensemble du rural. Elle présente toutefois la particularité de compter proportionnellement plus d'agriculteurs pluriactifs qu'ailleurs.

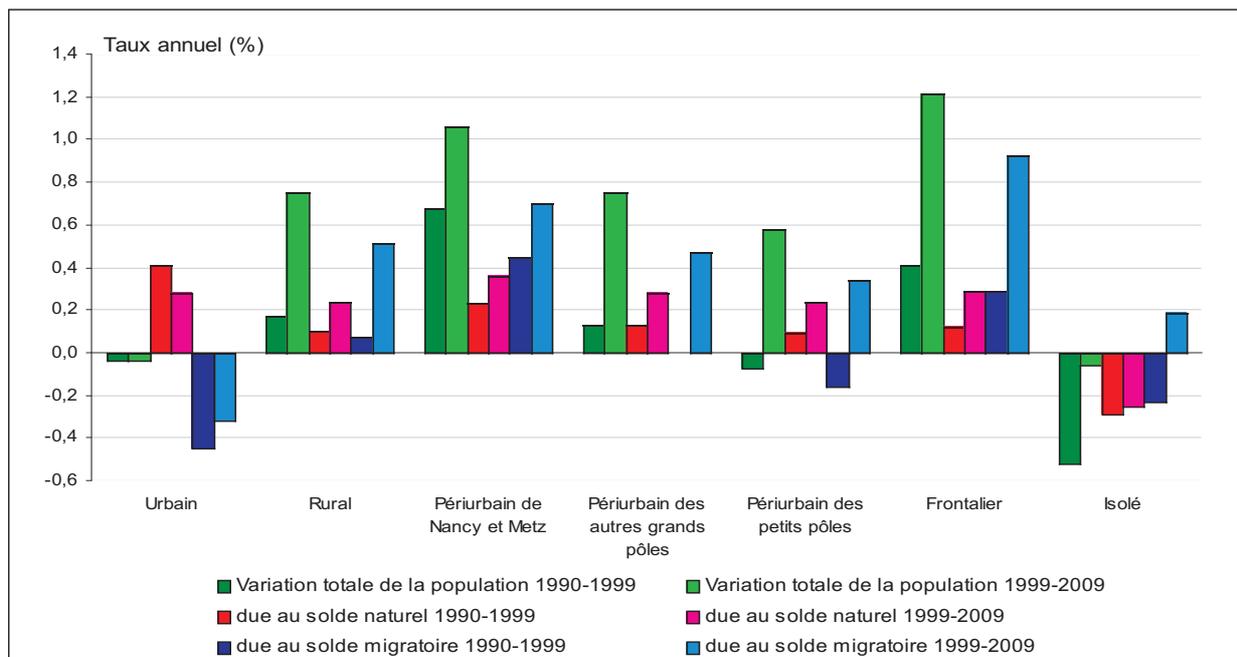
L'industrie y a plutôt mieux résisté, ne perdant que 8% de ses effectifs en dix ans. Elle reste dominée par quelques grands établissements implantés sur deux communes : EDF à Cattenom (57) ; EUROSTAMP et FVM TECHNOLOGIES (métallurgie) et FAURECIA (sièges d'automobile) à Villers-la-Montagne (54).

Mais la clé du succès réside dans le travail frontalier qui concerne 13 000 personnes en 2009 (soit 48% des actifs occupés, contre 39% en 1999). Il intervient comme le premier facteur explicatif du haut niveau de revenus des ménages : 22 000 euros de revenu médian par an et par UC en 2010. Ici, c'est surtout l'envolée du travail au Luxembourg qui est remarquable : 9 400 emplois en 2009,

contre 5 400 en 1999. Les rémunérations élevées semblent par ailleurs tirer vers le haut l'ensemble des salaires du secteur rural lorrain proche du Grand-Duché. Le salaire horaire net observé y est en effet de 13 euros, contre 11,67 euros en moyenne dans l'ensemble du rural de la région. Et il intervient sans doute également pour expliquer le taux de pauvreté relativement bas de ce même secteur géographique : 7% parmi la population des moins de 65 ans (soit 3 points de moins que dans l'ensemble du rural et 9 points de moins qu'en Lorraine). Autant d'éléments issus d'une situation géographique privilégiée que d'autres secteurs ruraux en difficulté peuvent lui envier.

Le rural, notamment frontalier, renoue avec un solde migratoire positif

Composantes de l'évolution de la population entre 1990-1999 et 1999-2009 (taux annuel en %)



Source : Insee, recensements de la population 1990 à 2009, état civil 1990 à 2008

Rural isolé :

stagnation démographique...

Un dernier type d'espace rural est éloigné des zones de croissance du Sillon lorrain et de la bande frontalière et situé sur les franges de la région, notamment à l'ouest, peut être qualifié de rural isolé. Il est constitué de près de 250 communes appartenant à 16 cantons, situés

au pied du Donon (54), dans l'Argonne et le Sud meusien (55), et enfin dans la Vôge (88) (*).

Cet espace qui compte 11% des communes et représente 11% de la superficie régionale, ne rassemble que 2% des habitants, du fait d'une densité de population très faible : 18 habitants par km², soit 2 fois moins que la moyenne du rural lorrain, et 6 fois moins que la moyenne régionale. Mais surtout, le rebond démographique observé dans les autres types d'espaces ruraux ne se fait pas sentir ici,

notamment dans la Vôge qui n'en finit pas de voir sa population baisser depuis au moins 50 ans, et qui a encore perdu 600 habitants (soit -4%) entre 1999 et 2009.

(*) communes des cantons de : Badonviller, Blâmont et Cirey-sur-Vezouze ; Clermont-en-Argonne, Damvillers, Dun-sur-Meuse, Montfaucon-d'Argonne, Seuil-d'Argonne et Varennes-en-Argonne ; Gondrecourt-le-Château et Montiers-sur-Saulx ; Bains-les-Bains, Darney, Lamarche et Monthureux-sur-Saône.

À peine peut-on noter en dix ans, 100 habitants supplémentaires dans l'Argonne et 300 de plus au pied du Donon (soit +1% et +3%) grâce à un solde migratoire redevenu légèrement positif. Mais cette timide reprise reste encore à confirmer après un long déclin qui, pendant 30 ou 40 ans, a vu ces deux secteurs cumuler continuellement des soldes naturel et migratoire négatifs.

Conséquence de la faible attractivité du rural isolé, notamment auprès des classes d'âge les plus jeunes, en 2009 l'âge moyen y est de loin le plus élevé : de 42,1 ans au pied du Donon à 44,4 ans dans la Vôge, soit de 2,5 ans à 4,8 ans de plus que la moyenne du rural lorrain. La proportion de personnes âgées de 65 ans et plus ne descend pas en dessous de 20% et atteint même déjà 23% dans la Vôge (contre 16% en moyenne dans le rural lorrain).

La construction neuve traduit elle aussi le peu d'engouement pour ces secteurs, avec seulement 1 700 réalisations nouvelles entre 1999 et 2008, d'où un parc de résidences principales très âgé : 60% datent d'avant 1949 et à peine 8% ont moins de dix ans (contre respectivement 40% et 15% en moyenne dans le rural lorrain). Une impression qui est confirmée par les 10% de logements vacants, soit la part la plus élevée de la région. De même, la pression de l'urbanisme sur les surfaces agricoles et les milieux naturels est faible, le taux d'artificialisation de 4% est très en deçà des 7% observés pour l'ensemble du territoire lorrain.

Côté emploi, en 2009 les 13 600 postes offerts et les 20 600 actifs résidents sont à peine plus nombreux qu'en 1999. L'agriculture y emploie encore 2 250 personnes, soit 16% des actifs occupés (contre 11% en moyenne dans le rural lorrain) et reste une activité économique primordiale. Les 1 332 exploitations recensées en 2010 sont ici plus grandes qu'ailleurs (112 hectares en moyenne) et occupent en moyenne un nombre d'actifs un peu plus important que dans les autres territoires ruraux.

L'industrie avec 2 700 postes représente 20% de l'emploi total. Elle est surtout représentée par quelques secteurs et grands établissements : les industries agroalimentaires, avec notamment les FROMAGERIES BEL à Cléry-Petit et RENARD-GILLARD à Biencourt-sur-Orge (55) ; la mécanique, avec la SOCIÉTÉ MEUSIENNE DE REALISATION MECANIQUE à Clermont-en-Argonne (55) ; et la pharmacie, avec ALK ABELLO à Varennes-en-Argonne (55).

En attendant les résultats de l'enquête publique quant à la création d'un Centre industriel de stockage géologique pour les déchets radioactifs (Cigéo) qui pourrait occuper 1 000 salariés à Bure (55), les activités tertiaires sont amenées à devenir les piliers de l'économie. Ensemble, elles comptent déjà 4 400 postes (soit 700 de plus qu'en 1999) et 30 des 50 plus gros employeurs. En grande partie publiques, elles sont liées à la santé (hôpitaux), à l'administration, à l'enseignement (collèges et lycées professionnels) et surtout à l'action sociale (aide à domicile en milieu rural, établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, Croix Rouge française, maisons de retraite, maisons et foyers d'accueil, centres d'aide par le travail).

...et fragilité sociale

L'absence de dynamisme démographique du rural isolé se double d'un grand nombre d'indicateurs sociaux qui reflètent des situations individuelles et familiales difficiles.

Ainsi en 2010, le revenu déclaré des ménages y est de 3 000 euros inférieur à la moyenne du rural lorrain, et jusqu'à 5 000 euros inférieur à celui des ménages du rural périurbain de Nancy et de Metz. Et 59% des ménages sont non imposés (contre 49%).

De fait, un peu plus de 7 000 personnes vivent sous le seuil de bas revenu, ce qui ramené à la population résidente, représente 17% des moins de 65 ans. Les taux de couverture de la population par des dispositifs tels que le revenu de solidarité active (4%) ou l'aide aux adultes handicapés (3%) vont dans le même sens d'une sur-représentation. Au final, on compte 18% des allocataires des caisses d'allocation familiales pour lesquels les prestations représentent plus de 75% du revenu. Moins importantes en volume et moins médiatisées, voire parfois insoupçonnées, existent donc dans le rural isolé une pauvreté et une fragilité sociale bien réelles, de même ampleur que celles observées en milieu urbain.

Pour tenter de l'expliquer, la présence de logements sociaux qui est généralement corrélée avec la localisation de «populations pauvres» ne peut pas être avancée ici comme facteur explicatif car seulement 5% des habitants sont locataires dans le parc social, soit trois fois moins qu'en ville.

Elle peut être à rechercher dans la composition de la population active occupée (**) (36% d'ouvriers), du statut de leur emploi (21% des salariés à temps partiel et 17% en contrat précaire), du taux de chômage (11,8%), du chômage de longue durée (44%), des difficultés d'insertion des 18-24 ans (27% ne sont ni étudiants ni en emploi), de la faible mobilité des actifs (52% travaillent dans leur commune de résidence ou à proximité), du niveau de salaire (10,78 euros net de l'heure). La sur-représentation des retraités (34%), et parmi eux celle d'anciens agriculteurs exploitants (22%), sont d'autres éléments qui peuvent être pris en compte. Or tous ces indicateurs sont défavorables au rural isolé et le rapprochent, pour ce qui est de la pauvreté monétaire et institutionnelle, de situations observées en milieu urbain.

Le rural isolé doit également faire face à un éloignement aux équipements qui va croissant avec leur montée en gamme. Ainsi, seulement 30 communes sur 248 disposent de suffisamment d'équipements pour être qualifiées de pôle de services de proximité, mais seule parmi elles Darney a le statut de pôle de services intermédiaires, et aucune ne figure parmi les pôles de services supérieurs (**).

De fait, le temps d'accès moyen aux équipements de la gamme supérieure est de 24 minutes, mais peut dépasser 30 minutes pour les habitants de quelques communes de l'Argonne et du Sud meusien.

(*) RSA socle non majoré ou RMI

(**) actifs de 15 ans ou plus au lieu de résidence

(***) un pôle de services est une commune qui possède au moins la moitié des équipements de la gamme. On obtient ainsi des pôles de services de proximité (au moins 15 équipements sur les 29 de la gamme), des pôles de services intermédiaires (au moins 16 équipements sur les 31 de la gamme), des pôles de services supérieurs (au moins 18 équipements sur les 35 de la gamme).

Tous les pôles de la gamme intermédiaire sont des pôles de la gamme de proximité. Tous les pôles de la gamme supérieure sont des pôles de la gamme intermédiaire et des pôles de la gamme de proximité.

De nombreux indicateurs défavorables au rural isolé

	Urbain	Rural	dont :					Lorraine
			Périurbain de Nancy et Metz	Périurbain des autres grands pôles	Périurbain des petits pôles	Frontalier	Isolé	
Population :								
retraités (%) (1)	25	26	23	25	28	22	34	25
retraités anciennement agriculteurs exploitants (%) (2)	2	15	13	13	18	14	22	5
Revenus :								
ménages non imposés (%)	51	49	41	48	51	nd	59	51
revenu médian (euros/an/UC)	17 700	18 600	20 700	18 600	17 400	22 000	15 700	18 000
1er décile (euros/an/UC)	6 000	8 800	10 300	9 100	8 100	nd	6 500	6 800
part des revenus tirée des pensions et retraites (%)	27	24	21	24	26	nd	32	26
population à bas revenu (%) (3)	19	10	8	10	12	7	17	16
allocataires Caf dont les prestations représentent plus de 75% du revenu (%)	22	11	8	10	11	14	18	20
Minimas sociaux :								
bénéficiaires du RSA socle non majoré ou RMI (%) (4)	5	2	1	2	2	1	4	2
bénéficiaires de l'AAH (4)	3	2	1	2	2	1	3	3
Logement :								
locataires HLM (%)	17	2	1	2	3	2	5	13
propriétaires (%)	56	83	85	83	81	83	77	64
Emploi :								
actifs travaillant dans leur commune de résidence (%)	32	17	14	16	19	11	31	28
salariés relevant du domaine public (%)	26	20	19	20	17	15	33	26
salaire horaire net (euros)	12,27	11,67	11,82	11,95	10,95	12,68	10,78	12,20
ouvriers (%) (5)	26	30	21	31	35	31	36	27
salariés à temps partiel (%)	19	19	19	19	19	19	21	19
salariés en emploi précaire (%)	16	13	11	13	14	10	17	15
18-24 ans non insérés (ni étudiants ni en emploi) (%)	20	20	16	19	23	18	27	20
taux de chômage (%)	12,7	8,3	6,3	8,3	9,6	7,6	11,8	11,4
chômage de longue durée (plus d'un an) (%)	37	37	39	36	37	38	37	37
Équipements :								
temps d'accès de la population (minutes) aux équipements de la gamme :								
- de proximité	1	4	4	4	4	3	5	1
- intermédiaire	3	10	10	10	9	9	12	5
- supérieure	8	18	18	17	19	19	24	11
population à plus de 7 minutes d'un médecin (%)	1	11	8	11	14	5	19	3
population à plus de 30 minutes d'un service d'urgence (%)	2	11	8	3	24	11	30	5
population à plus de 30 minutes d'une maternité (%)	6	20	15	7	37	16	61	10
ménages sans voiture (%)	20	10	7	10	10	9	15	17

(1) parmi les 15 ans ou plus

(2) parmi les 65 ans ou plus

(3) parmi les moins de 65 ans

(4) parmi les moins de 60 ans

(5) parmi les actifs de 15 ans ou plus au lieu de résidence

Source : Insee, recensements de la population 2009, DADS 2009, Base permanente des équipements 2011 - Caf 2010 - DGI 2009 et 2010 - Direccte, DEFM 2011 catégories A,B,C (pour chômage de longue durée)

Une artificialisation des sols qui s'accélère

Avec 7% de surface artificialisée en 2010, la Lorraine apparaît moins artificialisée que la moyenne nationale (9%) et se classe au neuvième rang des 22 régions hexagonales. Ce taux oscille de 4,4% dans le rural isolé à 7,2% dans le rural périurbain de Nancy et de Metz.

L'évolution récente montre toutefois une accélération nette de l'artificialisation des sols : 1 000 ha par an entre 1992 et 2006, mais 3 400 ha par an entre 2006 et 2010, dont 45% pour le seul département de la Moselle (1). Sur cette dernière période, les disparitions de terrains agricoles s'élèvent à environ 1 500 ha par an, soit près de la moitié de l'artificialisation. Le suivi effectué par la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) l'établit à un niveau similaire : à hauteur de 1 170 ha par an entre 2000 et 2006, et 1 410 ha par an entre 2007 et 2010.

L'artificialisation se traduit pour un tiers par de l'urbanisation, sur la période 2000 à 2006. Le reste est le fait des infrastructures (26%), des zones industrielles et commerciales (18%) (2), etc. Mais c'est avec l'urbanisation que la pression sur les prix des terrains est la plus forte. Le prix moyen des terrains agricoles libres s'élevait en 2009 en Lorraine à 4 050 euros par ha (3). Mais pour une surface moyenne de 1 072 m², celui des terrains à bâtir s'élevait lui à 49 euros/m², avec un écart très significatif entre ses deux extrêmes : 16 euros/m² dans le rural isolé, 131 euros/m² dans le périurbain de Thionville.

Cette urbanisation apparaît par ailleurs très peu efficace en Lorraine au vu de l'évolution de la population : le ratio du nombre d'habitants supplémentaires par ha urbanisé est de 21 (contre 66 en France métropolitaine).

(1) Source : Agreste, enquête Téruti-Lucas

(2) Source : Insee, La Lorraine vue pas Corine Land Cover, Économie Lorraine n°177, juillet 2009

(3) Source : Agreste à partir de données Safer - SSP - Terres d'Europe-Scafr - Insee - Odomatrix 208, Inra UMR 1041 CESAER, Dijon

(4) Source : Dreal Lorraine

2) Ségrégations sociale et territoriale en perspective

Si la vision d'un espace rural miné par l'exode et le déclin n'est plus d'actualité, il n'en demeure pas moins qu'en Lorraine comme en France, ce constat n'est pas homogène.

L'accès au marché du travail et d'une manière plus générale aux revenus est le premier facteur qui différencie les niveaux de vie dans les espaces ruraux ainsi que leur développement. Il dépend de la proximité avec un pôle d'emploi dynamique et/ou de grande taille, des infrastructures de transport pour s'y rendre chaque jour, tout autant que de la qualification et du niveau de diplôme.

Mais à ces fondamentaux déjà bousculés par le vieillissement inéluctable de la population et des exigences environnementales accrues, se sont ajoutés deux éléments récents : la crise financière puis économique qui sévit depuis septembre 2008, et la crise des dettes souveraines en Europe apparue début 2011.

Nouveau contexte économique tendu et réduction prévisible des dépenses publiques amènent à s'interroger sur les perspectives qui s'ouvrent aux espaces ruraux lorrains.

Rural périurbain de Nancy et Metz :

Pôle métropolitain et Scot : effets attendus

Le phénomène de périurbanisation qui caractérise et fonde le développement de l'espace rural autour de Nancy et Metz s'est traduit lors de la dernière décennie par la multiplication des déplacements vers les agglomérations, tant pour des raisons professionnelles que personnelles, et par l'extension des zones bâties et des infrastructures de transport pour y accéder, qui participent à la fragmentation des habitats et à la dégradation des paysages.

Une des questions centrales pour le futur est ici de savoir à quelles conditions la tendance va se poursuivre. L'autre est de savoir comment pourra se réaliser l'arbitrage entre attractivité résidentielle et préservation des sols.

Le succès de l'économie résidentielle dans le périurbain autour de Nancy et Metz dépend en premier lieu de la vitalité

du marché de l'emploi et du prix du foncier dans les deux agglomérations où se trouve la source de l'essentiel des revenus. À ce titre, l'avènement de la notion de « métropole » ou en Lorraine de « pôle métropolitain du Sillon lorrain » comme forme d'organisation capable de mobiliser les énergies nécessaires à la croissance et où se concentre la matière grise, devrait profiter à Nancy et à Metz, et par contrecoup à leurs espaces périurbains proches.

Mais pour maintenir un certain équilibre, il est utile de se fixer un cadre. Le Schéma de cohérence territorial (Scot) a cette vocation, renforcée par la nature des partenaires qu'il mobilise (décideurs politiques, société civile, professionnels, urbanistes, etc.). Il permet de penser la ville comme un espace élargi et intégré, mêlant l'urbain et le périurbain, de reconnaître les interactions et interdépendances entre localisation des populations et des emplois, commerces et services, logements et transports.

La maîtrise de l'étalement urbain et la protection des surfaces agricoles constituent un enjeu particulier. Les 1 762 exploitations agricoles et leurs 183 600 ha, au potentiel de production de plus de 200 millions d'euros (*), justifient que l'agriculture prenne toute sa place dans les débats.

Reste l'inconnue du prix du pétrole et donc de celui des carburants, dont l'augmentation pourrait changer la donne et ramener les populations périurbaines dans les espaces centraux les plus denses. Mais dans ce domaine, et malgré l'enjeu environnemental, des marges de manoeuvre existent encore dans le développement du covoiturage et du télétravail.

(*) produit brut standard.

Rural périurbain des autres grands pôles et des petits pôles :

nécessaires redéploiement et revitalisation économique

La perte de 3 400 emplois industriels (soit 16%) dans le rural périurbain autour des autres grands et petits pôles du rural lorrain entre 1999 et 2009, interpelle sur le devenir de ces deux espaces où l'industrie occupe encore près d'un actif sur quatre.

D'autant que depuis 2009, le contexte économique régional est difficile : la Lorraine dans son ensemble a perdu 9 000 emplois industriels entre le 3ème trimestre 2009 et le 2ème trimestre 2012.

Dans ces deux espaces, quelques grands établissements, notamment dans les Vosges, ont ainsi réduit drastiquement leurs effectifs, voire définitivement fermés, entraînant la suppression de 550 emplois : O-I MANUFACTURING (verre) à Gironcourt-sur-Vraine ; MANUEST (meubles) à Châtenois ; LA FROMAGERIE DE XERTIGNY ; BIHR (ficelles et cordes) à Uriménil.

Il est par ailleurs à craindre que si la croissance future est nulle ou trop faible, les entreprises industrielles continuent de réduire leurs effectifs par manque d'activité ou comme semblent le montrer les annonces de l'été 2012, par « rattrapage » d'un retard de restructuration. C'est que le stock d'emplois industriels (près de 18 000) reste important, et que le rythme de leur remplacement par des activités nouvelles est lent. Les ouvriers, premiers concernés, y constituaient autrefois un gisement de croissance, aujourd'hui de chômeurs.

L'analyse de la situation économique de ces derniers mois laisse peser des menaces sur des activités emblématiques de la région. La sidérurgie, historiquement soutenue, se révèle particulièrement vulnérable à la conjoncture et à des centres de décision extérieurs. L'automobile, fleuron de la reconversion de la région, est malmenée. Même la présence militaire n'est pas acquise à long terme comme en témoignent le départ des militaires du 13ème RDP de Dieuze et celui annoncé du 8ème RA de Commercy, qui distillent dans les marches de l'est un sentiment d'abandon par l'État.

Le développement d'une économie présente induit par la périurbanisation (garde d'enfants, réparation automobile...), l'économie sociale et solidaire en lien avec le vieillissement de la population, les ressources touristico-environnementales, sont des secteurs qui créent des emplois mais qui ne suffiront pas vraisemblablement à combler à court terme ces baisses d'effectifs du secteur industriel.

Quant à l'agriculture, diverses réformes de la Politique agricole commune (Pac) ont eu lieu depuis sa mise en place en 1962. L'évolution en cours ne remettra

pas en cause le principe des soutiens à l'agriculture, contribuant ainsi à la stabilité économique de ce secteur.

Face à ce constat, les actifs pourraient entreprendre une mobilité, de manière quotidienne pour occuper un emploi hors de leur zone de résidence, mais aussi de manière définitive pour se rapprocher d'un emploi ailleurs. La question se pose notamment pour les ouvriers, sur-représentés dans ce rural périurbain des autres grands pôles et des petits pôles. Toutefois, moins diplômés, parfois qualifiés mais souvent monotâches, ils peuvent hésiter davantage à quitter un environnement connu où ils ont un logement, parfois social, pour tenter leur chance dans une agglomération éloignée et inconnue, où le logement est plus onéreux. Dès lors, ce sont eux qui risquent de rester « piégés » dans leur bassin d'emploi, et de souffrir le plus des destructions de postes, du fait que les territoires les plus dynamiques leur sont aussi les plus inaccessibles.

Pour éviter ce choix, il s'avère nécessaire de soutenir la création d'un tissu de petites et moyennes entreprises (PME) à la place des grosses entreprises qui disparaissent, en se fondant sur l'esprit d'entreprise et une tradition industrielle locale. Dans l'économie rurale, ces PME et les entreprises de taille intermédiaire ont un rôle capital et offrent plus de garanties sur la durée. Or, il y en a très peu dans le rural lorrain.

Rural frontalier : pour un espace de vie transfrontalier plus homogène

Le rural frontalier est l'illustration d'un renouveau basé sur l'accès à un marché du travail proche et dynamique.

S'il bénéficie d'une situation privilégiée que le rural isolé aux franges de la région peut lui envier, il se place désormais sous totale dépendance de la croissance luxembourgeoise. Or, celle-ci n'est pas à l'abri d'un ralentissement de l'activité comme l'a montré la crise financière de 2008-2009, qui s'est traduite pour l'ensemble de la Lorraine par moitié moins d'embauches de travailleurs frontaliers : 2 000 en moyenne aux cours des années 2010 et 2011, contre 3 800 en moyenne chaque année de 2000 à 2008.

Mais l'analyse prospective ne peut se

Peu de PME et d'entreprises de taille intermédiaire dans le rural lorrain en 2011

	Urbain		Rural		Lorraine		France de province	
	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%
0 salarié	49 997	57,8	15 453	69,1	65 450	60,1	1 895 423	62,8
1 à 9 salariés	29 401	34,0	5 803	26,0	35 204	32,3	921 234	30,5
10 à 19 salariés	3 746	4,3	576	2,6	4 322	4,0	105 067	3,5
20 à 49 salariés	2 221	2,6	361	1,6	2 582	2,4	62 621	2,1
50 à 249 salariés	1 028	1,2	151	0,7	1 179	1,1	29 749	1,0
250 salariés et plus	143	0,2	17	0,1	160	0,1	3 581	0,1
Ensemble	86 536	100,0	22 361	100,0	108 897	100,0	3 017 675	100,0

Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Etablissements (REE) champ marchand non agricole

limiter ici à un bassin d'emploi au Luxembourg qui ferait face à un bassin de main-d'oeuvre en Lorraine. Et elle ne peut se contenter de simplement constater les écarts de rémunération ou de coût de l'immobilier, ni de simplement estimer quelle sera l'augmentation des navettes domicile-travail qui induisent d'ores et déjà un engorgement routier aux heures de pointe (55 000 voitures par jour en 2011 au poste frontière de Kanfen (57) par exemple).

Les deux côtés, luxembourgeois et lorrain, constituent désormais un espace d'activité et de vie, fortement imbriqué par-delà les frontières nationales, où cependant des obstacles demeurent, qui vont de l'élaboration commune de schémas de transports, à la résorption des différences de législations fiscales.

La mobilisation de l'État et des collectivités locales (Région, départements, agence d'urbanisme) et la mise en place de différentes structures (établissement public d'aménagement, groupement européen de coopération territoriale) ou l'inscription de l'opération d'aménagement dite d'Alzette-Belval en opération d'intérêt national, laissent cependant l'espoir de voir converger les intérêts par-delà les frontières.

Rural isolé : vieillesse amorti par les maisons de retraite et les maisons de santé...

La situation du rural isolé est, parmi les espaces ruraux, celle qui inquiète sans doute le plus quant à son avenir, et ce à plusieurs titres.

Le prolongement des tendances démographiques récentes en termes de natalité, mortalité et migrations n'est ainsi guère favorable au rural isolé. À horizon 2030, il ne compterait que 2 000 habitants supplémentaires par rapport à 2009, dans un espace rural lorrain qui gagnerait dans son ensemble 73 000 habitants (soit +11%), dont les deux tiers dans le rural périurbain de Nancy, Metz et des autres grands pôles d'emploi de la région.

Le rural isolé ne verrait pas non plus la structure par âge de sa population s'améliorer. Comme c'est déjà le cas en 2009, il resterait la partie du rural la plus âgée : 29% de sa population aurait 65 ans ou plus en 2030, soit six points de plus que l'ensemble du rural lorrain. En un peu plus de vingt ans, il doit s'attendre à voir le nombre de personnes de 65 ans et plus passer de 11 200 à 15 700, et parmi elles celui des 85 ans et plus croître de 1 600 à 2 400.

Face à ce vieillissement annoncé, le rural isolé est toutefois bien équipé en structures d'accueil pour personnes âgées. Il dispose en 2009 de près de 1 000 lits en maisons de retraite, auxquels viennent s'ajouter 75 autres en foyers logements et unités de soins longue durée, structures qui demeurent cependant l'apanage des zones urbaines.

Parmi les personnes de 85 ans et plus, deux sur trois peuvent ainsi trouver sur place de quoi les accueillir. Mais pour conserver ce taux d'équipement, il faudra en 2030 compter 550 places supplémentaires.

Enfin, face au défi de maintenir ou de faire venir des médecins généralistes, alors même que 33% à 50% de la popu-

lation est à plus de 30 minutes d'un service d'urgence (*), le rural isolé met en place une alternative : les maisons de santé. Quatre sont déjà opérationnelles à Cirey-sur-Vezouze (54), à Damvillers, à Seuil d'Argonne et à Varennes-en-Argonne (55). Quatre autres sont en constitution à Clermont-en-Argonne et à Gondrecourt-le-Château (55), à Darney et à Lamarche (88), auxquelles sont reliées 3 antennes à Dombasle-en-Argonne et à Tréveray (55) et à Lerrain (88). Et trois sont en cours de conception à Badonviller (54), à Dammarie-sur-Saulx (55) et à Monthureux-sur-Saône (88).

(*) hormis dans la Vôge

...mais risque de décrochage amplifié par la menace de réduction des dépenses publiques

Le déséquilibre entre rural isolé et rural périurbain de Nancy, Metz, des autres grands pôles d'emploi et du frontalier risque toutefois de se poursuivre car ces derniers verraient leur population continuer à croître à un rythme 3 à 4 fois plus rapide d'ici 2030. Sans oublier le fossé qui se creuserait entre catégories monoactives du rural isolé et classes moyennes bi-actives de ces autres espaces.

L'éloignement au Sillon mosellan devrait de plus toujours se doubler pour le Sud meusien et la Vôge, du voisinage de la « diagonale aride ». Cette ligne qui court des Ardennes au Cantal, regroupe des territoires eux-mêmes démographiquement peu dynamiques, et en particulier : les étendues agricoles dépeuplées de la Marne, face à l'Argonne, la Haute-Marne, département français qui depuis dix ans perd le plus d'habitants (tant en valeur absolue qu'en valeur relative).

Un coût de l'immobilier moindre, davantage de solidarité, un cadre de vie plus verdoyant où l'autoconsommation est possible, sont des arguments qui peuvent venir contrebalancer ces difficultés. Mais l'analyse de l'évolution des ressources financières récentes et futures des habitants du rural isolé ne plaide pas en leur faveur.

Le revenu fiscal médian des ménages qui est le plus bas de toute la région y a certes, comme ailleurs, progressé entre 2006 et 2010. Mais la hausse s'est limitée à 11%, contre 13% dans l'ensemble du rural lorrain et 14% dans le secteur de Briey-Joeuf-Jarny.

Et là où un résident appartenant à la tranche supérieure (9^{ème} décile) du périurbain de Metz a vu son revenu fiscal passer en quatre ans de 34 500 à 38 700 euros, soit un gain de 4 200 euros, un résident appartenant à la tranche inférieure (1^{er} décile) du rural isolé a vu le sien passer de 6 000 à 6 500, soit seulement 500 euros de plus.

Par ailleurs en 2006, la part des revenus tirés des pensions et retraites a atteint 32% (soit +1,5 point en 4 ans) et celle des allocations chômage s'est maintenue à presque 4%. Dans les deux cas, il s'agit

là encore des taux les plus élevés de la région.

Enfin, dans un futur proche, l'équilibre du rural isolé qui voit sa population décliner, vieillir et s'appauvrir pourrait être encore davantage menacé. En effet, la crise de la dette survenue en 2011, laisse craindre un affaiblissement de l'amortisseur que représente l'emploi public, dont 33% des salariés du rural isolé dépendent aujourd'hui. Elle pourrait en outre s'accompagner d'une réduction des dépenses publiques et sociales, sources essentielles de revenus pour ses habitants.

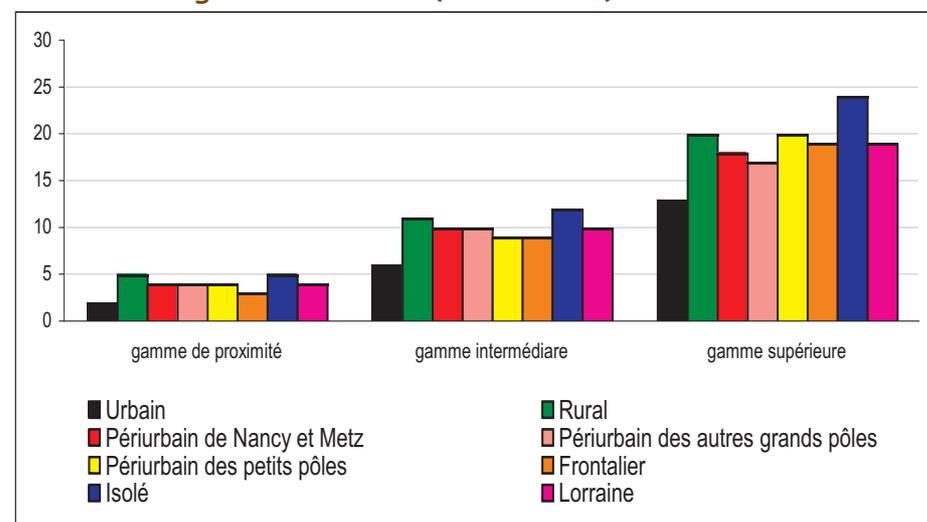
Vieillesse général, plus prononcé dans le rural isolé

	Nombre d'habitants en 2009			Nombre d'habitants projetés en 2030		
	total	dont 65 ans et plus (%)	âge moyen (année)	total	dont 65 ans et plus (%)	âge moyen (année)
Urbain	1 700 000	17	40,0	1 668 000	25	43,5
Rural	650 000	16	39,6	722 000	23	42,8
dont :						
Périurbain Nancy et Metz	139 000	14	38,4	158 000	22	42,1
Périurbain des autres grands pôles	275 000	15	39,5	306 000	23	42,7
Périurbain des petits pôles	122 000	17	40,2	134 000	24	43,4
Frontalier	62 000	14	38,5	71 000	19	41,5
Isolé	52 000	22	43,0	53 000	29	46,2
Lorraine	2 350 000	17	39,9	2 390 000	24	43,3

Source : Insee, recensement de la population 2009 et projection Omphale 2030 (scénario tendanciel)

L'éloignement aux équipements va de pair avec la montée en gamme

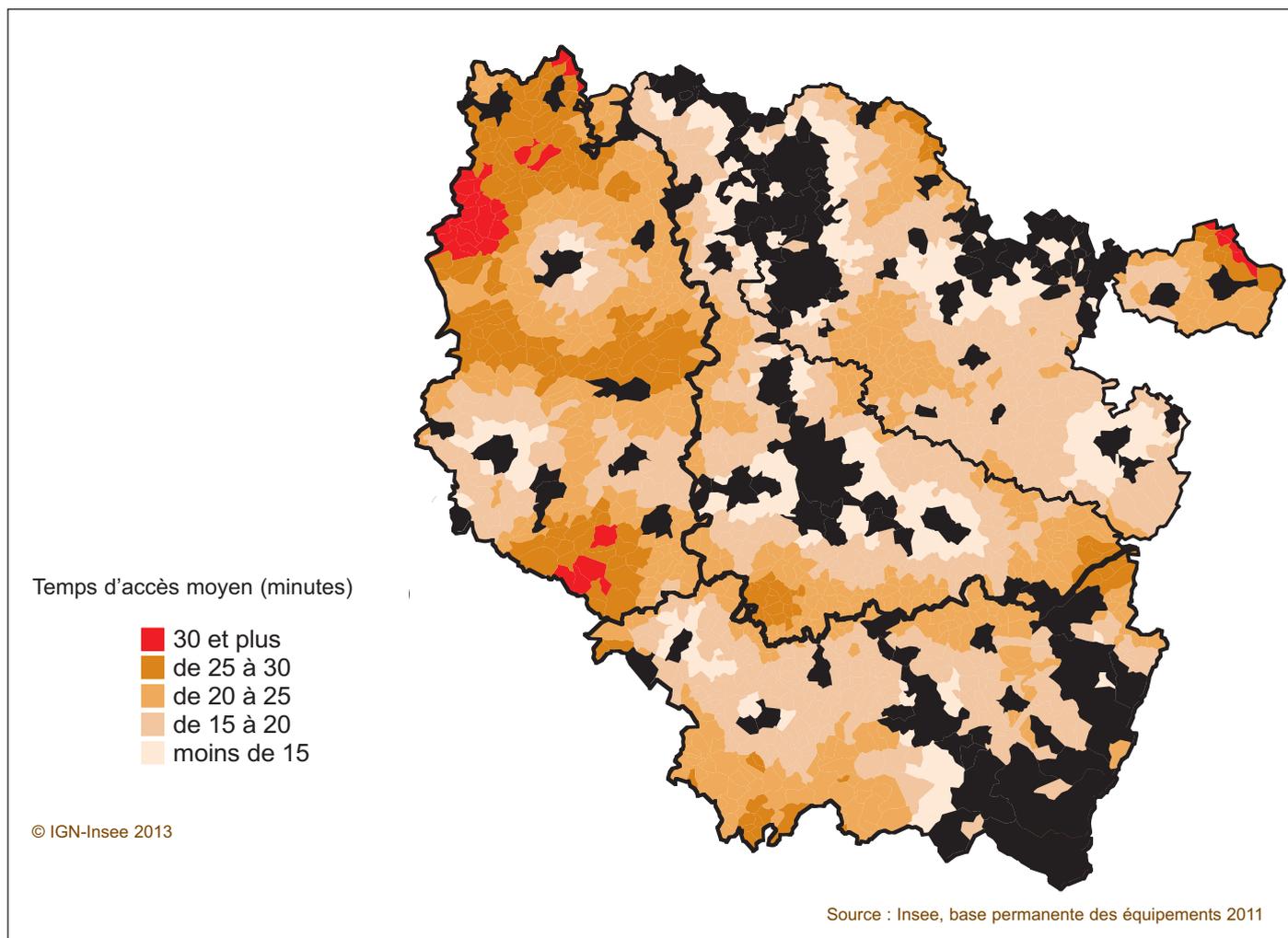
Temps d'accès moyen de la population aux équipements suivant leur gamme en 2011 (en minutes)



Source : Insee, base permanente des équipements 2011

L'Argonne et le Sud meusien les plus éloignés des équipements supérieurs

Temps d'accès moyen de la population aux équipements de la gamme supérieure en 2011 (en minutes)



Vers un «chacun pour soi» social et territorial ?

Entre un rural périurbain dynamique et un rural isolé en déclin, le risque existe de voir s'instaurer dans les espaces ruraux lorrains différentes formes de ségrégations sociales et territoriales.

Alors que l'action publique vise à réduire les inégalités entre régions, départements et villes, le comportement des ménages produit déjà un mécanisme inverse de spécialisation à l'échelle des territoires.

À n'y prendre garde, la forme dominante tendrait ainsi à spécialiser les espaces : ménages très aisés dans l'hyper-centre des villes où ils côtoient des ménages défavorisés logés dans les grands ensembles de banlieue ; jeunes ménages des catégories intermédiaires accédant à la propriété individuelle dans le

périurbain proche des grandes villes, aux revenus élevés surtout lorsqu'il est frontalier du Luxembourg ; population ouvrière pauvre et/ou précaire, retraitée de l'agriculture et de l'industrie, en baisse et vieillissante, dans le rural des franges isolées de la région.

Jusqu'à un passé récent, les emplois publics atténuent les effets d'attractivité et de la crise. Mais l'heure est désormais à la réduction du déficit et de la dette publique. Cela passe par une réduction des dépenses publiques et sociales et/ou une augmentation des prélèvements.

La première mesure pénaliserait les secteurs les plus «pauvres», la seconde les secteurs les plus «riches». De quel côté le curseur va-t-il se placer ?

À une échelle plus fine, quid par exemple d'une réduction des prestations sociales au pied du Donon où pour 20% des allo-

cataires Caf ils représentent plus de 75% des revenus ? Quid d'une baisse des emplois publics en Lorraine où ils représentent 26% de l'emploi salarié (*), notamment 33% et 46% dans les agglomérations de Nancy et Bar-le-Duc et quelles conséquences dans le rural périurbain de ces grands pôles ?

Va-t-on vers la fin de la solidarité nationale et le début d'un «chacun pour soi» territorial ? Peut-on, doit-on, se résoudre à une situation où le rural isolé aurait définitivement décroché ?

C'est tout l'enjeu des politiques publiques, qu'elles soient agricole, de redéploiement industriel, de transport, d'équipement, de santé et d'action sociale, de redistribution des revenus, de veiller à limiter ces ségrégations que l'observation des phénomènes socio-économiques récents laisse augurer.

(*) hors Défense

3) Agriculture et agriculteurs, acteurs économiques pérennes

Avec 85% du territoire lorrain occupé par des surfaces agricoles et forestières, le secteur de l'agriculture et de la forêt contribue à la structuration des territoires lorrains, caractérisés par une grande diversité paysagère : vallées, plateaux, relief des côtes de Meuse et de Moselle, montagne vosgienne...

L'agriculture reste avant tout une activité rurale : 83% des exploitations agricoles lorraines ont leur siège dans une commune rurale et exploitent 90% de la surface agricole utilisée (SAU) de la région.

Malgré une forte baisse du nombre d'actifs agricoles, l'agriculture garde un poids économique important et permet de maintenir de l'activité sur l'ensemble du territoire y compris dans le rural isolé où elle reste souvent la base de l'économie. Elle côtoie des surfaces forestières qui représentent 37% du territoire régional (jusqu'à 50% dans le département des Vosges, contre 30% en moyenne au niveau national), et alimentent la filière bois.

Des structures plus grandes et plus productives

Avec 12 650 exploitations agricoles en 2010, la Lorraine a perdu près d'un quart de ses exploitations en 10 ans. Les restructurations par agrandissement et regroupement ont été importantes, la surface agricole utilisée (SAU) moyenne des exploitations a augmenté de 22 ha sur cette période, passant de 68 ha à 90 ha.

Les formes sociétaires se sont fortement développées (GAEC, EARL...), les exploitations individuelles ne représentent plus que 48% des moyennes et grandes exploitations.

Le nombre d'exploitations spécialisées en grandes cultures (colza, blé, orge) est en hausse, mais la Lorraine reste une terre de polyculture-élevage avec 38% de la SAU en herbe (surfaces toujours en herbe). Le secteur de la production de lait a connu une importante restructuration

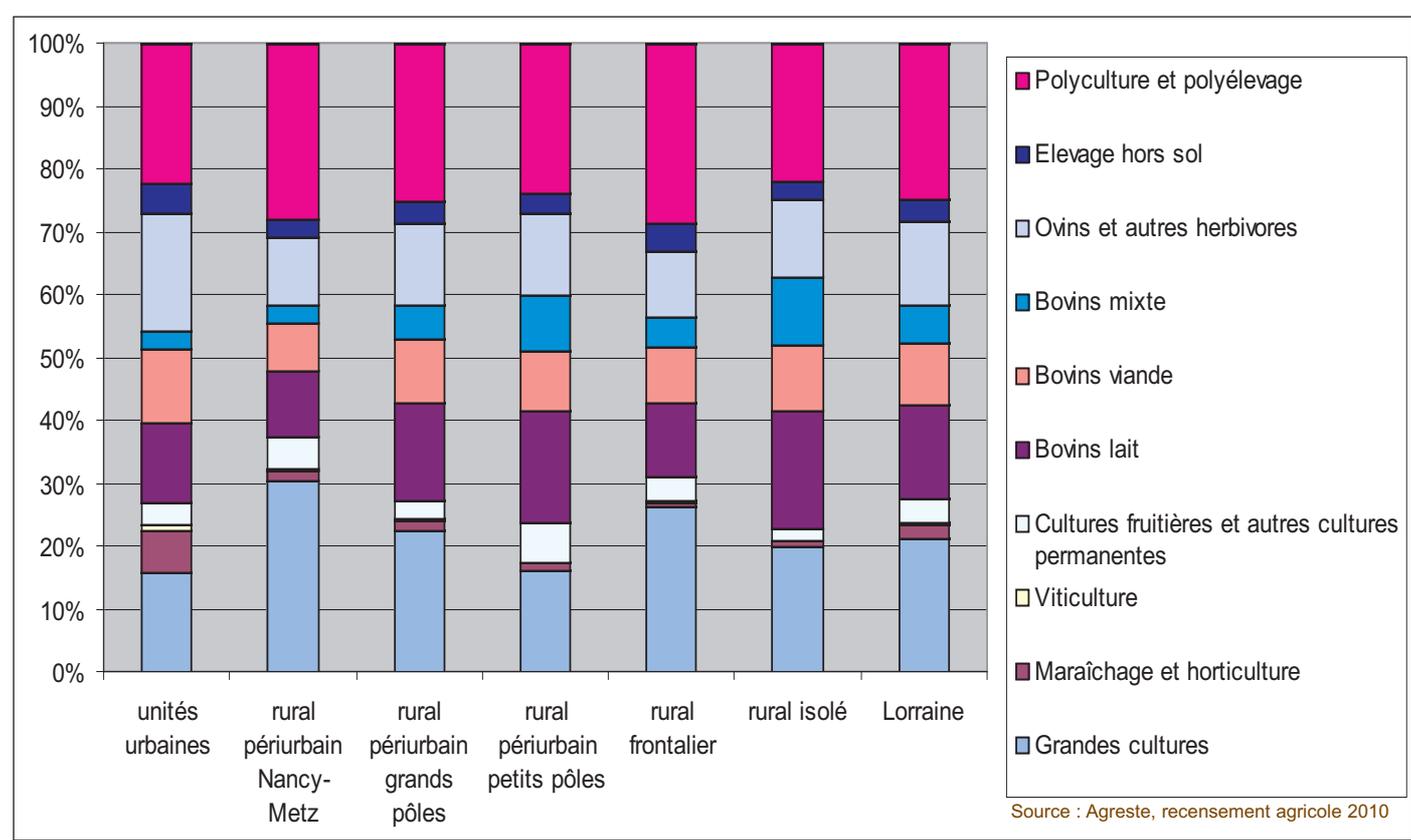
avec une baisse du nombre de producteurs entre 2000 et 2010 de plus de 30%, mais avec des volumes produits au niveau régional qui augmentent.

Le rural frontalier ainsi que le rural périurbain de Nancy et Metz sont les territoires où l'on trouve le plus d'exploitations orientées vers les grandes cultures et la polyculture-élevage. Elles se situent en grande partie sur les petites régions agricoles du plateau lorrain, de la Haye et du Pays Haut. Le rural isolé se distingue par un nombre plus important d'exploitations spécialisées en élevage.

La part des exploitations orientées en maraîchage et horticulture est faible mais plutôt stable : 277 exploitations en 2010 (- 5% en dix ans). 56% des exploitations maraîchères et horticoles ont leur siège dans des agglomérations et 30% dans le rural périurbain.

Polyculture-élevage et grandes cultures dominant

Répartition des exploitations par orientation technico-économique en 2010



12 650 exploitations, pour une SAU moyenne de 90 hectares

Territoire du siège des exploitations agricoles	Nombre d'exploitations en 2010	Évolution 2000 - 2010 du nombre d'exploitations	Part des petites exploitations 2010 (*)	SAU moyenne des exploitations 2010 en ha	Produit brut standard moyen en € 2010
unité urbaine	2 115	-27%	56%	56	65 961
rural périurbain Nancy-Metz	1 762	-20%	29%	104	113 775
rural périurbain grands pôles	4 098	-25%	36%	92	105 674
rural périurbain petits pôles	2 456	-25%	36%	98	114 808
rural frontalier	887	-20%	37%	82	91 286
rural isolé	1 332	-23%	29%	112	125 278
Lorraine	12 650	-24%	38%	90	102 991

(*) potentiel de production inférieur à 25 000 euros / an (produit brut standard)

Source : Agreste, recensements agricoles 2000 et 2010

Des agriculteurs moins nombreux, mais plus diplômés

La période 2000-2010 est marquée par une baisse significative du nombre d'actifs agricoles. Le nombre de chefs d'exploitation agricole a ainsi diminué de 17% en dix ans. Avec 16 700 personnes physiques en 2010, ils représentent 63% des actifs permanents agricoles contre 59 % en 2000. Seul le nombre de salariés non familiaux progresse légèrement.

La moyenne d'âge des agriculteurs augmente de un an et demi en 10 ans. Ceux-ci sont globalement plus jeunes d'un an dans le rural isolé.

Le métier d'agriculteur a par ailleurs tendance à se féminiser : la part des femmes chefs d'exploitation ou coexploitantes passe de 19% en 2000 à 21% en 2010, mais cette tendance est moins marquée dans le rural isolé. Les agricultrices ont toutefois un âge moyen plus élevé (51,7 ans, contre 48,6 ans pour les hommes) notamment du fait d'un accès plus tardif au statut de chef d'exploitation.

L'augmentation du niveau de formation des chefs d'exploitation est un autre fait marquant : seuls 25% des agriculteurs avaient au moins le niveau bac en 2000, alors qu'ils sont 39% en 2010 (44% dans le rural périurbain de Nancy et Metz). Cette situation résulte de l'installation de jeunes agriculteurs possédant un niveau de formation plus élevé (le niveau de diplôme exigé pour l'octroi des aides à l'installation est passé du niveau V au niveau IV) : 78% des moins de 40 ans ont au moins le niveau bac en 2010, contre 46% en 2000.

La pluriactivité est stable, elle concerne 23% des agriculteurs en 2010. Elle est plus développée dans le rural frontalier (26%) et plus faible dans le rural isolé (20%).

Le modèle de l'exploitation familiale avec une main-d'oeuvre essentiellement composée par le chef d'exploitation et sa famille reste dominant.

Cependant, plus de la moitié des conjoint(e)s d'exploitant n'ont aucune acti-

tivité sur l'exploitation et seulement 12% y travaillent à temps complet. De plus, le nombre de conjoint(e)s collaborateurs diminue (-33% entre 2000 et 2010), ainsi que le nombre d'aides familiaux (-46% entre 2000 et 2010), notamment dans le rural périurbain et le rural frontalier où il est plus facile de trouver un emploi en dehors de l'exploitation agricole.

Le rural isolé compte plus de conjoint(e)s dont l'activité principale se situe dans l'agriculture (25%), que dans le rural périurbain de Nancy et Metz (18%), où on recense plus de conjoint(e)s ayant des activités principales de type profession intermédiaire, cadre et profession libérale.

D'une manière générale, l'activité principale des conjoint(e)s d'exploitant se répartit de la façon suivante : 31% d'employés ; 26% de personnes sans activité ; 22% d'actifs sur des exploitations agricoles ; 13% de professions intermédiaires ; 4% de cadres et professions libérales ; 2% d'artisans, commerçants, chefs d'entreprise ; 2% d'ouvriers non agricoles.

Près de 26 500 actifs permanents, dont 16 700 chefs d'exploitation ou coexploitants

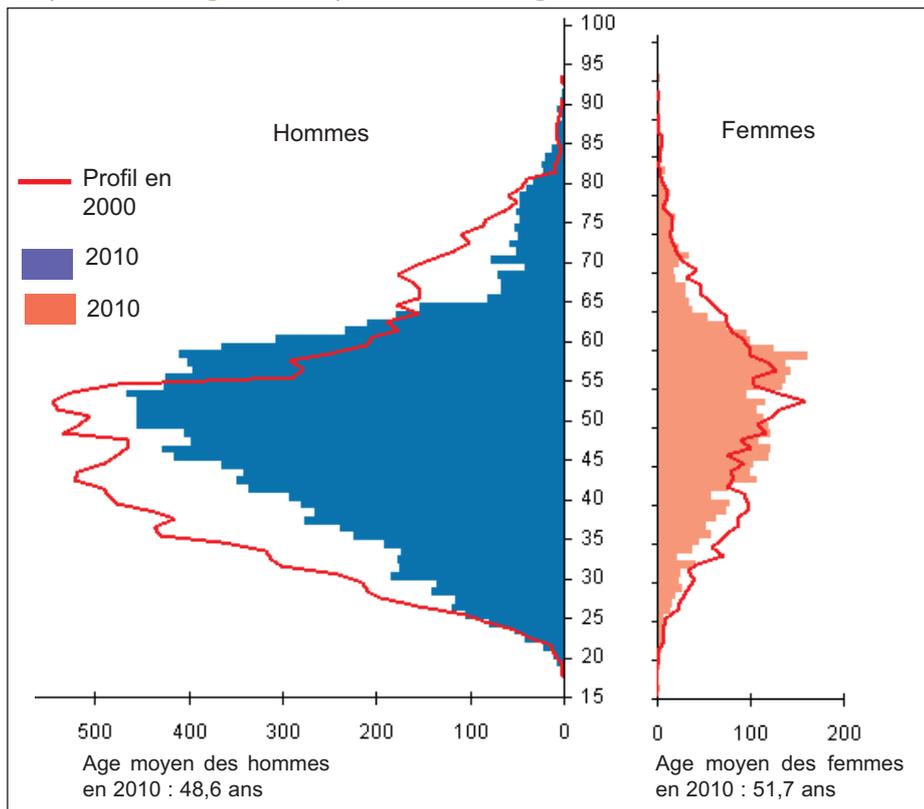
Territoire du siège des exploitations agricoles	Actifs permanents(*)		dont chefs d'exploitation ou coexploitants				
	Nombre total en 2010	Évolution 2000 - 2010	Nombre total en 2010	Évolution 2000 - 2010	Age moyen 2010	Part des femmes 2010	Part de niveau BAC 2010
unité urbaine	4 377	-23%	2 507	-23%	51,7	20%	38%
rural périurbain Nancy-Metz	3 532	-23%	2 295	-14%	48,8	21%	44%
rural périurbain grands pôles	8 569	-23%	5 472	-17%	49,0	22%	39%
rural périurbain petits pôles	5 311	-20%	3 375	-18%	48,9	21%	38%
rural frontalier	1 767	-26%	1 129	-14%	48,9	21%	37%
rural isolé	2 922	-18%	1 924	-13%	48,3	23%	37%
Lorraine	26 478	-22%	16 702	-17%	49,3	21%	39%

(*) y compris les personnes à temps partiel (seule la main d'oeuvre occasionnelle n'est pas comptée)

Source : Agreste, recensements agricoles 2000 et 2010

Le nombre de jeunes exploitants diminue

Exploitants agricoles par sexe et âge en 2000 et 2010



Source : Agreste, recensements agricoles 2000 et 2010

Un futur entre efficacité économique et respect de l'environnement

L'agrandissement et la restructuration des exploitations lorraines souvent combinés à l'intensification de la production sont source de gain de productivité et de compétitivité, mais ont comme corollaire la baisse des surfaces en prairies naturelles remplacées par des cultures de céréales et oléagineux, et la disparition d'infrastructures agroécologiques (haies, bosquets, ripisylves...). Ainsi, la surface en bocage et haies en Lorraine s'élevait à 1,7% du territoire en 2008 (soit la moitié du taux constaté au niveau national). La surface en prairie naturelle représentait 20% du territoire régional en 2008 (soit plus que le niveau national), notamment grâce aux surfaces vosgiennes, mais sa part est en baisse d'un point par rapport à 2006.

La prise de conscience de l'importance des enjeux eau, sol et biodiversité en agriculture, la demande toujours plus forte d'une alimentation saine et de qualité, la volonté de développer l'agroécologie affirmée par le ministre de l'agriculture, les scénarios de verdissement de la nouvelle politique agricole commune (PAC 2014), laissent entrevoir une

période charnière importante au cours de laquelle l'agriculture lorraine devra continuer de s'adapter afin de toujours mieux concilier efficacité économique et respect de l'environnement.

À ce titre, l'agriculture qui participe à la dégradation de la qualité de l'eau en Lorraine (notamment pour les paramètres nitrates et pesticides) est mise à contribution pour atteindre l'objectif d'un bon état des eaux en 2015, fixé par la Directive-cadre sur l'eau. En 2005, celui-ci n'était constaté en Lorraine que pour 17% seulement des masses d'eau superficielles et pour 59% des masses d'eau souterraines.

Enfin, l'agriculture biologique de son côté, bien qu'en progression, reste modeste : 373 exploitations lorraines ont été recensées en 2010 pour 2,6% de la SAU régionale (13^{ème} rang français).

Des réglementations pour limiter l'érosion de la biodiversité

Au-delà de la seule agriculture, l'artificialisation des sols, qui progresse plus vite en Lorraine que sur l'ensemble de la France (+ 8,5% entre 2006 et 2010, contre + 6,9%), est le premier facteur d'érosion de la biodiversité.

Repreneur connu dans 36% des cas seulement

Parmi les interrogations autour du devenir de l'agriculture et des agriculteurs, et comme dans les autres secteurs d'activité, le vieillissement des chefs d'exploitation pose la question du renouvellement de cette profession. Parmi la classe d'âge des 50 ans et plus, 64% des agriculteurs n'ont en effet pas encore de successeur connu. Ce taux est de 62% dans le rural, mais atteint 74% pour les exploitations situées en zones urbaines du fait notamment de l'avenir incertain d'exploitations maraîchères (92% des producteurs de plus de 50 ans spécialisés en légumes ne savent pas qui va reprendre).

La baisse du nombre d'actifs agricoles, qui résulte notamment d'un nombre plus faible d'installations que de départs en retraite, ainsi que de l'agrandissement et du regroupement des exploitations, risque donc de se poursuivre.

Dans ce contexte, des protections réglementaires fortes du milieu naturel s'avèrent nécessaires pour lutter contre ce phénomène. Le rural périurbain de Nancy et Metz qui ne représente que 12% du territoire régional regroupe ainsi un tiers des surfaces lorraines soumises à un arrêté préfectoral de protection de biotopes (APPB).

Mais un intérêt particulier doit sans doute être porté au rural périurbain des petits pôles. S'il ne couvre que 19% de la région, celui-ci dispose en effet d'une importante richesse en milieux naturels remarquables, souvent imbriqués dans les surfaces agricoles : 62% des surfaces de zones humides Ramsar de Lorraine, 36% des Znieff (*) et Zico (**), 34% des surfaces de parcs régionaux, 28% des réserves naturelles, et 24% des zones Natura 2000.

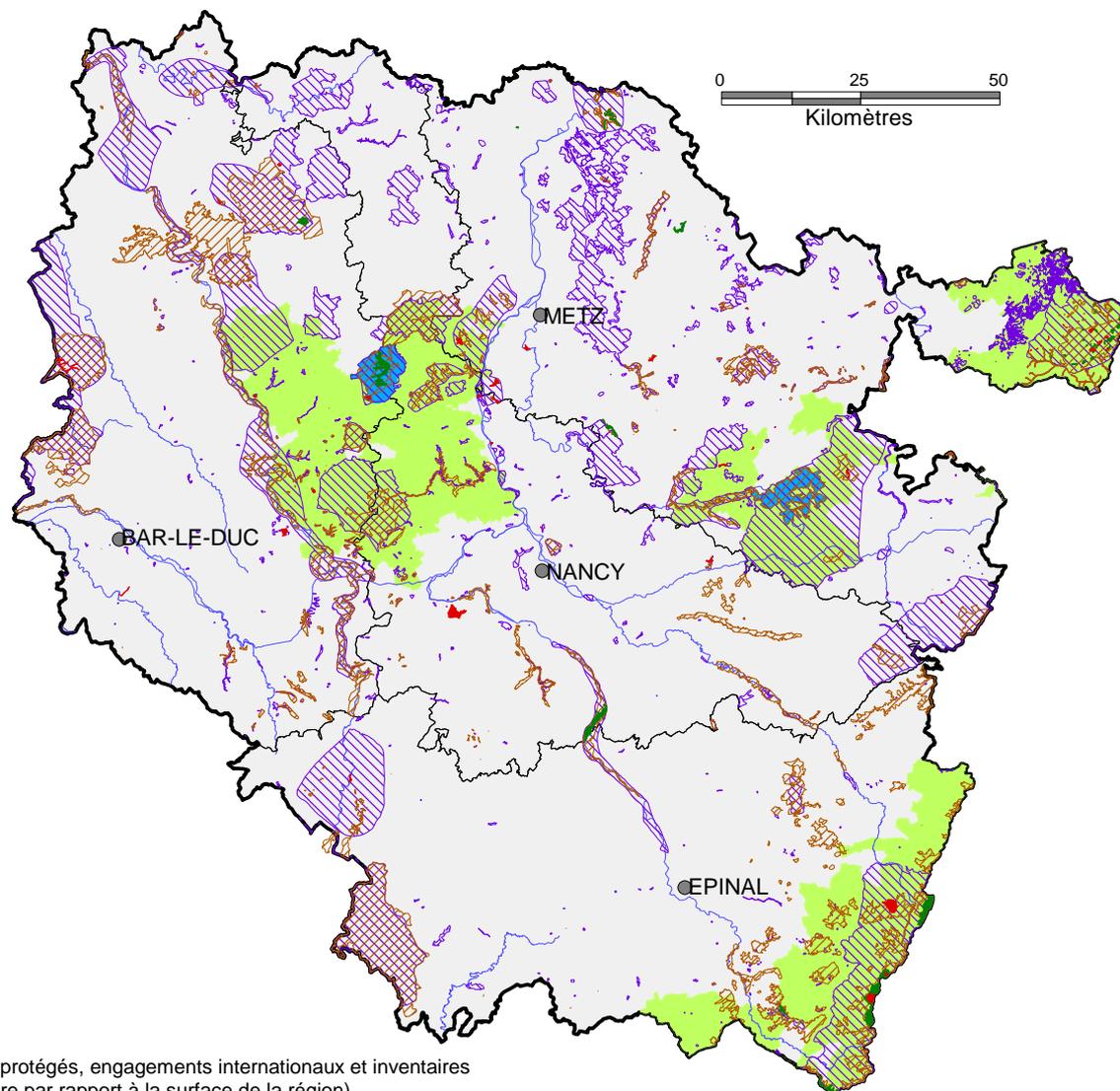
Le projet de parc naturel régional regroupant 155 communes de la Haute-Marne, de la Haute-Saône et des Vosges, dont 73 appartenant au rural isolé de la Vôge, peut être vu comme l'affirmation d'une volonté de se développer en dehors du cadre dominant de recherche d'efficacité économique.

(*) zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique.

(**) zone importante pour la conservation des oiseaux

Un cinquième du territoire régional protégé ou sous inventaire

Espaces naturels protégés et remarquables en Lorraine



Espaces protégés, engagements internationaux et inventaires
(couverture par rapport à la surface de la région)

-  Arrêté préfectoral de protection des biotopes (0,07 %)
-  Réserves naturelles (0,15 %)
-  Zone humide d'importance internationale découlant de la Convention RAMSAR (0,5 %)
-  Zones Natura 2000 (7,0 %)
-  Parc naturel régional (15,8%)
-  ZNIEFF et ZICO (17,4 %)

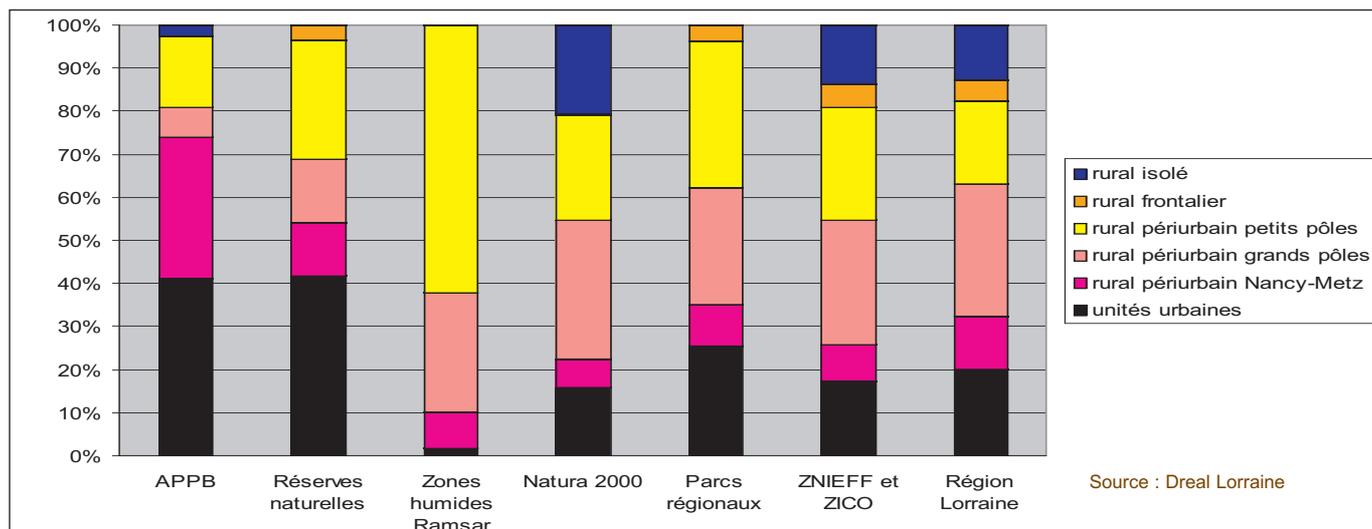
Sur les 2 360 000 ha couverts par le territoire lorrain,
484 300 ha sont des espaces protégés ou concernés par des engagements internationaux
(Parc naturel régional, APPB, Réserves naturelles, zone RAMSAR ou Natura 2000) soit près de 21%.

Sur les 2 360 000 ha couverts par le territoire lorrain,
412 800 ha sont concernés par un ou plusieurs inventaire
(ZNIEFF ou ZICO) soit environ 17%.

Sources : Données DREAL, 2011 - 2012
©IGN BDCARTO 2011

Protections et réglementations, y compris dans le rural périurbain

Répartition des espaces naturels protégés et remarquables en Lorraine en 2011-2012



- **Les arrêtés préfectoraux de protection de biotopes (APPB) et les réserves naturelles** constituent des protections réglementaires fortes. En Lorraine, les surfaces protégées par APPB ne s'élèvent qu'à 0,07 % du territoire soit près de 4 fois moins que sur la France entière.

- **Les zones humides Ramsar** résultent d'une convention internationale de protection ratifiée en 1986 : 96 % des surfaces Ramsar lorraines sont situées sur des communes rurales.

- **Les zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique (Znieff) et les zones d'importance communautaire pour la conservation des oiseaux (Zico)** constituent des inventaires révélateurs d'un patrimoine écologique important : 82 % des Znieff et Zico sont situées sur des communes rurales.

- **Le réseau Natura 2000** est un dispositif communautaire qui a pour objectif le maintien et la restauration de la biodiversité notamment grâce à la contractualisation fondée sur un équilibre entre économie et écologie : 84 % des surfaces Natura 2000 lorraines se localisent sur des communes rurales.

- **Les parcs naturels régionaux (PNR)** sont au nombre de trois en Lorraine : le parc naturel régional de Lorraine, le parc naturel régional des Vosges du Nord (Lorraine et Alsace) et le parc naturel régional des Ballons des Vosges (Lorraine, Alsace et Franche-Comté). La part du territoire lorrain concerné par les PNR est importante : 15,8 % contre 12,5 % au niveau national.

Agrotourisme : encore peu d'exploitations concernées

Le tourisme est souvent envisagé comme une opportunité pour développer et dynamiser les territoires, en constituant une diversification d'activité source de nouveaux revenus, y compris pour les exploitations agricoles.

Toutefois, en 2010, seules 300 d'entre elles (soit 2,4%) sont concernées par une activité de tourisme à la ferme (hébergement, restauration, loisir).

Le réseau «Bienvenue à la ferme», animé par les chambres d'agriculture, propose 164 possibilités d'accueil sur une centaine d'exploitations, dont : 46 avec de l'hébergement (gîtes, chambres d'hôte, camping à la ferme) ; 26 avec de la restauration (fermes auberges, goûter à la ferme...) ; et 92 avec des loisirs (fermes équestres, fermes pédagogiques et découverte, séjours thématiques...).

Le réseau « Accueil paysan » qui donne la priorité aux relations humaines et non au

confort standard concerne 9 fermes en Lorraine, essentiellement dans les Vosges.

Le réseau «Gîtes de France» compte 769 propriétaires de gîtes ruraux et 227 propriétaires de chambres d'hôtes en Lorraine. Comparé aux 143 exploitations agricoles qui proposent de l'hébergement (toutes formules d'hébergement et tous réseaux confondus), l'agrotourisme représente une faible part de ce réseau.

L'agrotourisme en Lorraine

Exploitations agricoles avec accueil à la ferme	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Vosges	Lorraine
Hébergement	20	29	33	61	143
Restauration	17	9	12	38	76
Loisirs	38	28	53	43	162
Total des activités	75	66	98	142	381
Exploitations concernées	64	51	83	102	300

Source : Agreste, recensement agricole 2010

Hébergement en milieu rural : des capacités modestes

En 2011, le rural lorrain regroupe 12% des capacités d'accueil des hôtels homologués, mais 42% des emplacements de camping lorrains (*).

Par ailleurs, les gîtes ruraux y constituent un mode d'hébergement emblématique. En 2011, la Lorraine en compte 893 labellisés «Gîte de France», soit 6% de l'offre d'hébergement marchand (en nombre de lits) de la région (**). Plus de la moitié de ces gîtes se trouve dans le département des Vosges.

Entre 2003 et 2011, l'hôtellerie classique stagne, l'hôtellerie de plein air est en perte de vitesse et la catégorie des hébergements associatifs (auberges de jeunesse, comités d'entreprise...) perd près d'un quart de ses capacités d'accueil. Les résidences de tourisme et autres hébergements hôteliers progressent avec notamment l'ouverture en 2010 de Center Parcs sur la commune rurale de Hattigny à proximité de Sarrebourg, qui avec sa capacité d'accueil de 4 340 lits représente presque autant que l'ensemble des gîtes ruraux de Lorraine.

(*) source : Insee, base permanente des équipements

(**) source : bilans de l'Observatoire régional du tourisme

Peu de sites touristiques et événements culturels majeurs dans le rural

Le nombre de sites touristiques et d'événements culturels majeurs qui pourraient doper l'implantation et la fréquentation des hébergements dans le rural lorrain reste peu élevé.

Parmi l'ensemble des 131 sites lorrains qui ont enregistré plus de 4 000 visiteurs en 2010, 50 sites se situent dans une commune rurale. Ils sont constitués notamment de parcs à thème et de loisirs (22%), de parcs et jardins (14%), et de musées ou sites historiques (10%). Mais ils n'ont totalisé que 28% des visiteurs. Et parmi les 33 sites majeurs qui ont accueilli plus de 40 000 visiteurs, seuls 13 sont localisés dans le rural.

Les sites consacrés au tourisme de mémoire militaire, plutôt en baisse de fréquentation, pourraient toutefois dans les toutes prochaines années être redynamisés par les célébrations autour du centenaire de la 1^{ère} guerre mondiale.

Concernant les événements ponctuels (festivals, fêtes populaires, expositions et autres manifestations culturelles) organisés en 2010 en Lorraine et fré-

quentés par plus de 10 000 personnes, 5 seulement ont eu lieu dans des communes rurales, totalisant 22% de l'ensemble des visiteurs.

Quant au thermalisme, a priori spécificité du rural vosgien, il y pèse finalement peu. En 2010, les deux stations thermales de Bains-les-Bains et de Plombières-les-Bains, situées dans le rural isolé de la Vôge et le rural périurbain de Remiremont, n'ont accueilli chacune qu'environ 4 000 curistes (*), à comparer aux 15 000 qui ont fréquenté la station d'Amnéville (57).

Dans le domaine de la remise en forme, le constat est le même. Le centre CALODAE de Plombières-les-Bains, à l'instar du CENTRE DE BIEN-ETRE de Langatte dans le rural périurbain de Sarrebourg (57) avec leurs 40 000 (**) et 30 000 accès détente vendus, sont largement distancés par THERMAPOLIS et VILLA POMPEI à Amnéville (57) qui ensemble en totalisent près de 625 000 (soit 90%).

(*) cures «18 jours assurés sociaux»
(**) en 2009

13 sites lorrains dans le rural

Site	Commune	Fréquentation	Type d'espace rural
Parc animalier de Sainte-Croix	Rhodes (57)	222 202	périurbain des grands pôles
Colline de Sion-Vaudémont (*)	Saxon-Sion (54)	216 840	périurbain de Nancy-Metz
Fraispertuis-City	Jeanménil (88)	215 784	périurbain des petits pôles
Ossuaire de Douaumont	Douaumont (55)	183 726	périurbain des grands pôles
Château de Malbrouck	Manderen (57)	120 662	frontalier
Mémorial de Verdun	Fleury-devant-Douaumont (55)	104 890	périurbain des grands pôles
Plan incliné de Saint-Louis-Arzviller	Saint-Louis (57)	103 845	périurbain des grands pôles
Luge d'été de La Schlucht	Le Valtin (88)	93 112	périurbain des grands pôles
Luge alpine coaster Saint-Louis-Arzviller	Saint-Louis (57)	56 943	périurbain des grands pôles
Parc archéologique européen	Bliesbruck-Reinheim (57)	43 632	périurbain des grands pôles
Ouvrage du Simserhof	Siersthal (57)	42 130	périurbain des grands pôles
Confiserie Délisvosges	Darney (88)	42 000	isolé
Les Jardins fruitiers de Laquenexy	Ars-Laquenexy (57)	40 745	périurbain de Nancy-Metz

(*) : pas de billetterie sur ce site

Source : Observatoire régional du tourisme, sites ayant enregistré une fréquentation supérieure à 40 000 visiteurs dans le rural en 2010

Cinq événements lorrains dans le rural en 2010

Type d'événement	Événement	Commune	Fréquentation 2010	Type Rural
Exposition	Nikki de Saint-Phale	Manderen (57)	107 617	frontalier
Autre manifestation culturelle	Le village du livre	Fontenoy-la-Joûte (54)	60 000	périurbain petits pôles
Fête populaire	Les Vieux métiers	Azannes (55)	33 000	isolé
Festival	Au fond du jardin du Michel	Bulligny (54)	15 000	périurbain Nancy-Metz
Festival	Festival Mon mouton est un lion	Fénétrange (57)	13 000	périurbain grands pôles

Source : Observatoire régional du tourisme, événements ayant attiré plus de 10 000 personnes dans le rural en 2010

Pôles d'excellence rurale :

2^{ème} génération tournée vers les services et la valorisation économique

Lancés en 2006, les pôles d'excellence rurale (PER) visent à soutenir des projets innovants au sein des territoires ruraux. L'objectif est de créer de l'emploi et de la richesse dans le cadre d'une démarche de développement durable en associant des partenaires publics et privés.

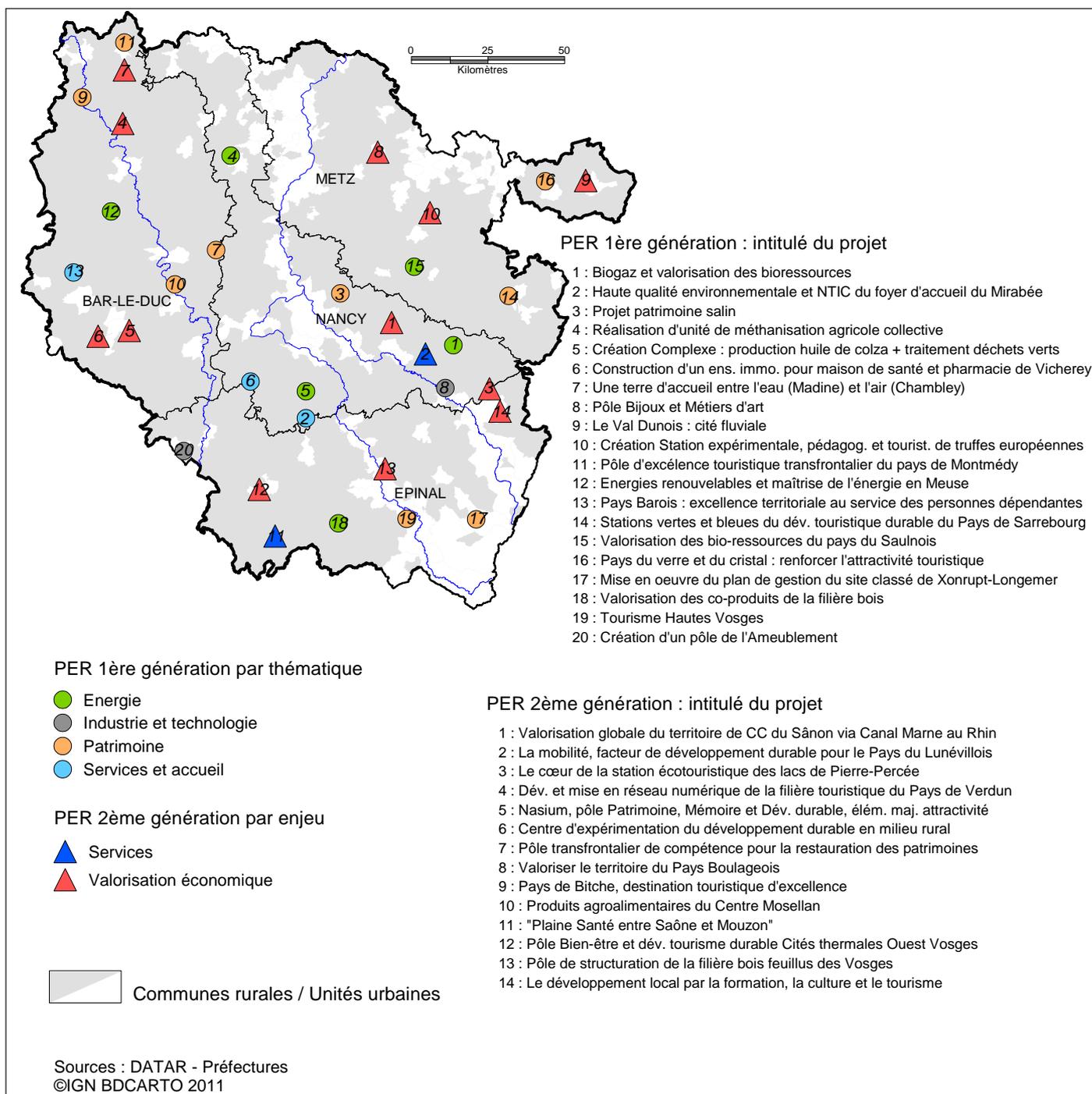
Les 20 projets lorrains de la 1^{ère} génération (sur un total de 376 PER labellisés au niveau national) sont quasiment terminés et 550 000 euros d'aides en moyenne par PER ont été attribués (620 000 euros en moyenne au niveau national). Au total 60% des aides octroyées ont pu être versées (2 abandons, et 2 projets réalisés à moins de 10%). Les porteurs des PER sont des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) dans 85% des cas. Les thématiques des projets sont le patrimoine pour 9 PER, l'énergie pour 6 PER, les services et l'accueil pour 3 PER

et l'industrie et la technologie pour 2 PER.

La 2^{ème} génération a été lancée en 2010 et 14 nouveaux PER sont en cours en Lorraine (sur 263 au niveau national). Une sélectivité accrue des projets et des montants d'aide supérieurs (890 000 euros en moyenne par PER au niveau national) caractérisent le nouveau dispositif. En Lorraine ces PER sont tous portés par des EPCI. Les enjeux retenus sont les services et la valorisation économique.

34 pôles d'excellence rurale en Lorraine

Pôles d'excellence rurale



SAVOIR PLUS

La crise qui vient, Laurent Davezies, Éditions du Seuil et La République des idées, octobre 2012

Recensement agricole 2010 : Main-d'oeuvre sur les exploitations : une tendance à la professionnalisation, Agreste Lorraine, n° 03/RA, décembre 2011

Recensement agricole 2010 : Premières tendances, Agreste Lorraine, n°01/RA, septembre 2011

Nouvelles ruralités en Lorraine : un «désir de campagne» limité à quelques espaces résidentiels et récréatifs, Économie Lorraine n° 205-206, février 2010

**Rapport et note de synthèse disponibles sur le site internet
DRAAF : www.draaf.lorraine.agriculture.gouv.fr et INSEE : www.insee.fr**

Reproduction autorisée sous mention de la source : Agreste - Draaf Lorraine

Photo Draaf Lorraine

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE
ET DE LA FORÊT

**Service Régional de l'Information Statistique et
Économique de Lorraine**

76, avenue André Malraux - 57046 METZ Cedex 1
Tél : 03 55 74 11 70 - Fax : 03 55 74 11 01
Courriel : srise.draaf-lorraine@agriculture.gouv.fr
Internet : draaf.lorraine.agriculture.gouv.fr



Directeur de la publication : **Michel SINOIR**

Rédacteur en chef : **Noël SPITZ**

Rédaction : **Stéphane VIADER et Philippe DEBARD**

Mise en page : **Christine PERINI**

ISSN : 2217-8895

Mars 2013